HAL open science

Regards sur l'Eurasie - L'année politique 2016

Anne de Tinguy

▶ **To cite this version:**

Anne de Tinguy. Regards sur l'Eurasie - L'année politique 2016. Les Études du CERI, 228-229, pp.59, 2017, 10.25647/etudesduceri.228-229 . hal-03389095

HAL Id: hal-03389095

https://sciencespo.hal.science/hal-03389095v1

Submitted on 20 Oct 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

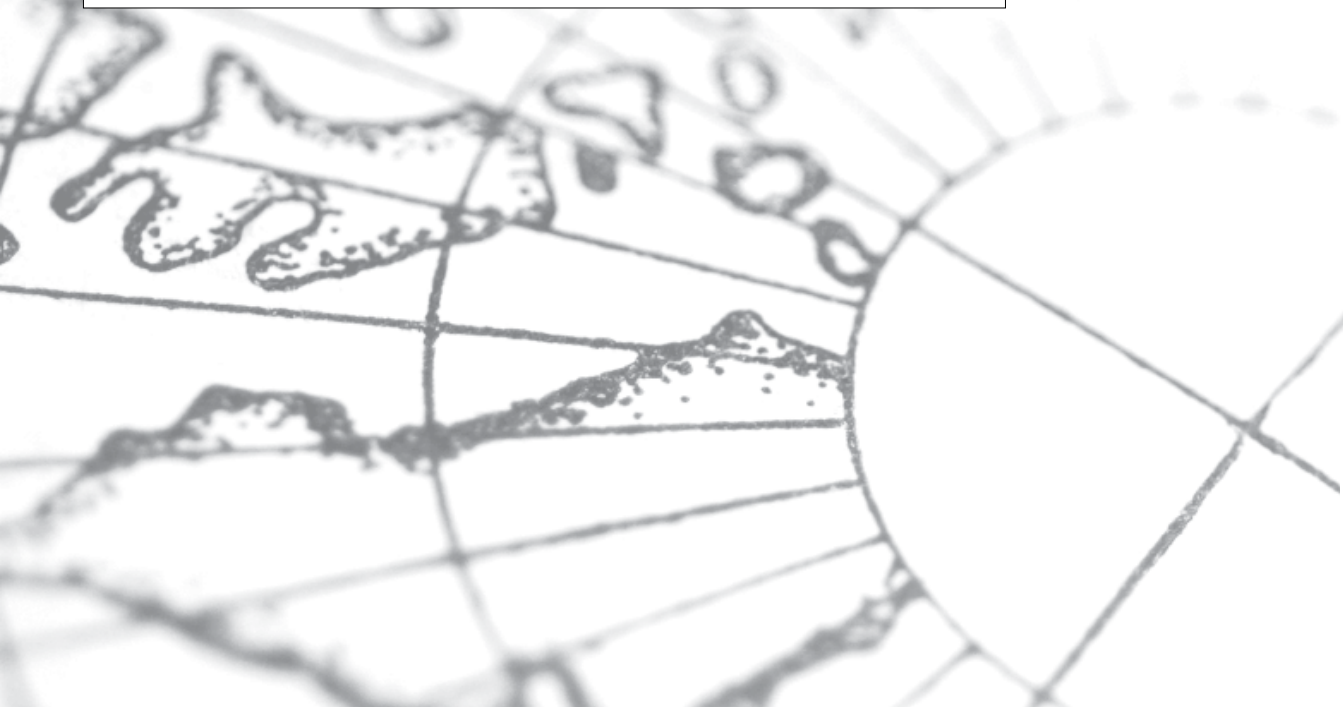
SciencesPo
CENTRE DE RECHERCHES INTERNATIONALES

LES ÉTUDES DU CERI

N° 228-229 - février 2017

REGARDS SUR L'EURASIE
L'ANNÉE POLITIQUE 2016

Sous la direction d'**Anne de Tinguy**



cnrs

Regards sur l'Eurasie est une publication du Centre de recherches internationales de Sciences Po (Ceri), dirigée par Anne de Tinguy. Elle propose des clefs de compréhension des événements et des phénomènes qui marquent de leur empreinte les évolutions d'une région, l'espace postsoviétique, en profonde mutation depuis l'effondrement de l'Union soviétique en 1991. Forte d'une approche transversale qui ne prétend nullement à l'exhaustivité, elle vise à identifier les grands facteurs explicatifs, les dynamiques régionales et les enjeux sous-jacents.

Les auteurs

Anne de Tinguy est professeur des universités, Institut national des langues et civilisations orientales (Inalco), et chercheure au Ceri-Sciences Po.

Bayram Balci est docteur en science politique, ingénieur de recherche au Ceri-Sciences Po.

Françoise Daucé est directrice d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales (EHESS) et membre junior de l'Institut universitaire de France.

Laure Delcour est coordinatrice scientifique du projet CASCADE (7e PCRD de l'UE), Fondation Maison des sciences de l'homme.

Tatiana Kastouéva-Jean est chercheure, directrice du Centre Russie/NEI de l'Institut français des relations internationales (Ifri).

Aude Merlin est chargée de cours en science politique à l'Université libre de Bruxelles (ULB), membre du Centre d'étude de la vie politique (Cevipol).

Xavier Richet est professeur émérite de sciences économiques à l'Université Sorbonne nouvelle-Paris 3.

Kathy Rousselet est directrice de recherche au Ceri-Sciences Po et chercheure associée au Centre d'études des monde russe, caucasien et centre-européen de l'Ecole des hautes études en sciences sociales (EHESS).

Julien Vercueil est maître de conférences de sciences économiques à l'Institut national des langues et civilisations orientales (Inalco).

Remerciements

Les auteurs remercient chaleureusement **Judith Burko**, rédactrice en chef des *Etudes du CERI*, pour son indispensable travail d'édition, ainsi que l'**Atelier de cartographie de Sciences Po** qui a réalisé les cartes et les graphiques de ce volume.

Principaux acronymes utilisés dans ce volume

- Aleca : Accord de libre-échange complet et approfondi
- BERD : Banque européenne pour la reconstruction et le développement
- BRICS : Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud
- CEI : Communauté des Etats indépendants
- FMI : Fonds monétaire international
- NRS : Nouvelle route de la soie (en anglais, Obor : One belt, one road)
- OCDE : Organisation de coopération et de développement économiques
- ONG : Organisation non gouvernementale
- OSCE : Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe
- OTAN : Organisation du traité de l'Atlantique Nord
- PIB : Produit intérieur brut
- RPC : République populaire de Chine
- UE : Union européenne
- UEE : Union économique eurasienne
- TPP : Trans-Pacific Partnership (en français, Partenariat trans-Pacifique)
- TTIP : Transatlantic Trade and Investment Partnership (en français, Traité de libre-échange transatlantique)

Table des matières

Introduction
L'Eurasie vingt-cinq ans après l'effondrement de l'URSS,
entre ruptures, pesanteurs et incertitudes
par Anne de Tinguy ..... *p. 4*

Première partie – L'Eurasie dans l'actualité

Pourquoi la société russe soutient-elle la politique actuelle du Kremlin ?
par Tatiana Kastouéva-Jean ..... *p. 13*

La réception des accords d'association en Géorgie, Moldavie et Ukraine
par Laure Delcour ..... *p. 19*

Au rythme du métronome russe. Les répercussions économiques
de la crise en Russie dans l'espace postsoviétique
par Julien Vercueil ..... *p. 25*

Les conflits gelés et/ou non résolus sont-ils insolubles ?
Les cas du Karabakh et de l'Abkhazie
par Aude Merlin..... *p. 32*

Deuxième partie – L'Eurasie en perspective

Vingt-cinq ans de changements politiques en Russie :
les attraits imprévus d'un modèle impérieux
par Françoise Daucé..... *p. 39*

Le concept d'Asie centrale est-il toujours pertinent ?
par Bayram Balci ..... *p. 44*

L'Eglise orthodoxe russe et la question des frontières :
Sainte Russie, monde russe et territoire canonique
par Kathy Rousselet ..... *p. 49*

La nouvelle route de la soie :
objectifs et présence de la Chine dans l'espace postsoviétique
par Xavier Richet ..... *p. 54*

NB : Tous les adresses des sites Internet cités dans ce volume ont été vérifiées en janvier 2017

L'Eurasie vingt-cinq ans après l'effondrement de l'URSS, entre ruptures, pesanteurs et incertitudes

Anne de Tinguy

Un quart de siècle après l'effondrement de l'Union soviétique, l'Eurasie n'est plus un espace unifié, centralisé et fermé : les Etats issus de l'URSS ont eu des trajectoires singulières, les positions de l'ancienne puissance impériale se sont érodées, des fractures se sont produites, les influences extérieures se sont multipliées. Faut-il pour autant en conclure que l'espace postsoviétique a perdu toute pertinence ?

Un espace fragmenté ouvert sur le monde extérieur

L'éclatement de l'Union soviétique a été l'aboutissement d'un processus qui avait débuté bien avant 1991 et qui s'est ensuite poursuivi. La fragmentation multidimensionnelle qui s'opère depuis est d'abord institutionnelle. Si la création de la Communauté des Etats indépendants en décembre 1991 a porté un coup fatal à l'URSS, elle a été suivie de multiples initiatives destinées à intégrer sur de nouvelles bases un espace que les Etats baltes avaient quitté dès septembre de la même année. Les réalisations, pour la plupart à géométrie variable, ont été nombreuses, les résultats obtenus, limités. La dernière en date, l'Union économique eurasienne qui a vu le jour en janvier 2015, est ambitieuse. Mais cette union, qui regroupe la Russie, la Biélorussie, le Kazakhstan, l'Arménie et le Kirghizstan, se révèle d'emblée tronquée puisque l'Ukraine n'en fait pas partie et qu'elle n'a qu'une dimension économique. Deux ans après sa création, l'attraction qu'elle exerce reste limitée et « les échanges intra-zone représentent moins de 10 % du commerce extérieur total de ses membres – et 7 % pour la seule Russie »[1].

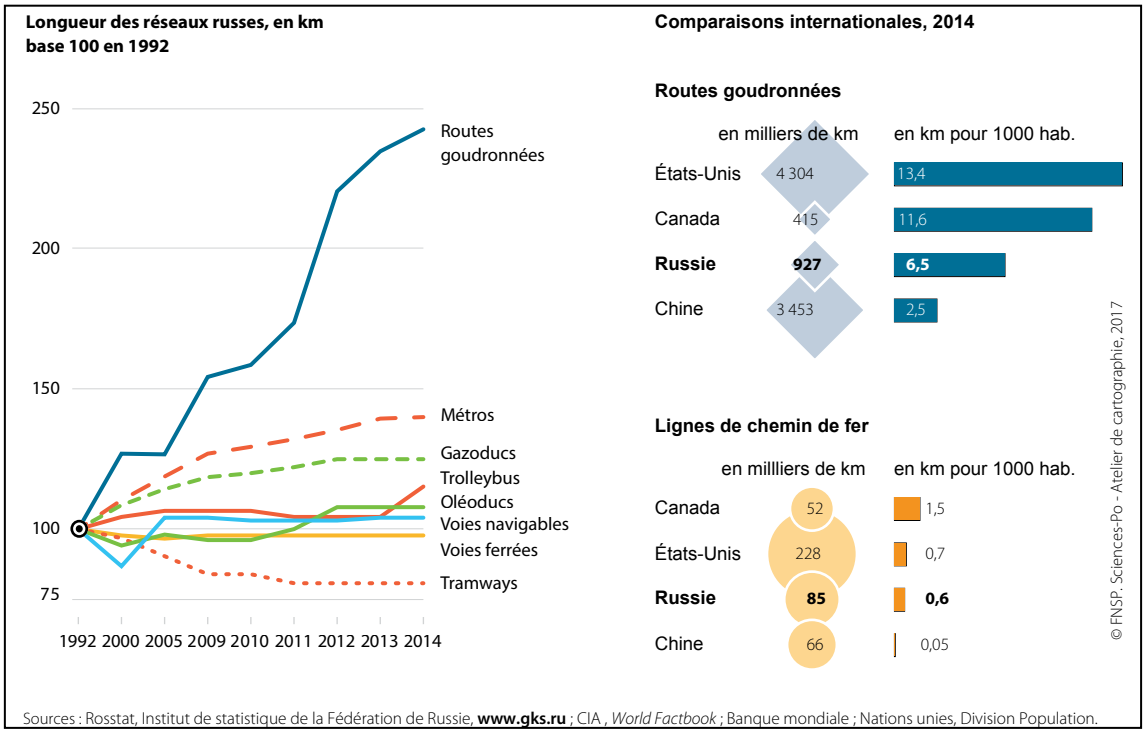
Les divergences et les conflits entre les Etats issus de l'ex-URSS sont au premier rang des facteurs qui expliquent ces difficultés. Depuis les années 1990, l'objectif d'intégration poursuivi par la Russie est partagé par le Kazakhstan, l'Arménie, la Biélorussie et le Tadjikistan, mais l'Ukraine, la Moldavie, la Géorgie, l'Azerbaïdjan sont hostiles à tout ce qui limiterait leur souveraineté. Les divergences entre la Russie et l'Ukraine sont particulièrement lourdes de conséquences. En dépit de la proximité qui existe entre les deux peuples, leurs rapports n'ont cessé depuis 1991 d'être ambivalents et tumultueux. En 2004, la « révolution orange » a été un choc pour Moscou, que d'aucuns ont comparé à celui du 11 septembre pour Washington. En 2013-2014, Maïdan a confirmé la singularité de la trajectoire ukrainienne. L'annexion de la Crimée, suivie à partir d'avril 2014 de l'intervention russe dans le Donbass, a provoqué une rupture des deux Etats qui est le coup le plus grave porté depuis 1991 à la cohésion de l'espace eurasien et au projet russe d'une « grande Europe » qui serait bipolaire.

[1] J. Vercueil, « L'Union économique eurasiatique vue d'Asie centrale et de Moscou », *Questions internationales*, n° 82, novembre-décembre 2016, p. 60.

Le conflit russo-ukrainien est le miroir d'une autre ligne de fracture, qui est, elle, politique. L'Eurasie n'est pas une « maison commune » : les Etats issus de l'URSS ne partagent pas de valeurs qui cimenteraient leurs relations. Au début des années 1990, tous ou presque affichaient un objectif de démocratisation. Par la suite, leurs parcours ont divergé. La majeure partie (le Turkménistan, l'Ouzbékistan, la Biélorussie, l'Azerbaïdjan, la Russie…) ont mis en place des régimes autoritaires fortement personnalisés. L'Ukraine, la Moldavie, la Géorgie, l'Arménie et le Kirghizstan ont eu des trajectoires différentes. Dans les trois premiers, des alternances politiques ont eu lieu après des élections jugées honnêtes par les observateurs internationaux. Les « révolutions de couleur » (en Géorgie en 2003, en Ukraine en 2004 et 2013-2014, au Kirghizstan en 2005 et 2010) ont confirmé des constructions identitaires spécifiques.

Les recompositions culturelles – recul du russe, langue officielle du temps de l'URSS, abandon de l'alphabet cyrillique par le Turkménistan et l'Ouzbékistan (en projet au Kazakhstan) – contribuent, elles aussi, à la fragmentation de l'espace. Elles sont liées à l'affirmation identitaire des nouveaux Etats, à l'attraction exercée par d'autres modèles culturels, à la forte diminution du nombre de Russes ethniques qui y résident, la Russie mise à part : 25 millions en 1989, 14,9 millions en 2010. En vingt ans, le nombre de locuteurs du russe est passé dans la région (hors Russie) de 119,5 à 93,7 millions[2]. Elles sont aussi liées à une réorientation des espaces. L'ouverture a d'abord été celle des frontières à la fin des années 1980. Elle a par la suite été favorisée par la construction de nouveaux réseaux de transport transfrontaliers (voies ferrées,

Figure 1
Les réseaux de transport en Russie, 1992-2014



Sources : Rosstat, Institut de statistique de la Fédération de Russie, **www.gks.ru** ; CIA , *World Factbook* ; Banque mondiale ; Nations unies, Division Population.

[2] A. L. Arefiev, « Sjimaiouchtcheesia rousskoiazytchie » [La russophonie se réduit], *Demoscope Weekly*, n° 571-572, 14-27 octobre 2013 (**www.demoscope.ru**) ; sur cette question, voir aussi C. Marangé, « Les diasporas russes dans la stratégie de *soft power* de Moscou », *in* « Regards sur l'Eurasie - L'année politique 2015 », *Les Etudes du Ceri*, n° 219-220, février 2016 (**http://www.sciencespo.fr/ceri/fr/papier/etude**).

routes et pipelines) et par l'accès à Internet qui a fortement augmenté dans la plupart des Etats de l'Eurasie[3]. Les visas Schengen sont un exemple parmi d'autres de l'ampleur des nouvelles connexions qui se sont développées. En 2015, la Russie en était le premier bénéficiaire au monde, l'Ukraine le troisième (derrière la Chine), la Biélorussie le cinquième.

Les repositionnements internationaux confortent selon les cas l'ouverture ou le repli. La volonté de « retour à l'Europe » est depuis les années 1990 au cœur de la politique étrangère de l'Ukraine, de la Géorgie et de la Moldavie, qui ont signé des accords d'association avec l'Union européenne en juin 2014, tous entrés en vigueur. Les intérêts économiques de ces Etats se situent aujourd'hui dans la coopération avec l'Union qui représentait en 2015 respectivement 37,5 %, 31,9 % et 53,1 % de leur commerce extérieur, quand la Russie ne comptait plus que pour 16,3 %, 7,9 % et 18,4 %. L'UE*[4] était aussi en 2015 le premier partenaire commercial de l'Azerbaïdjan et de trois des membres de l'UEE* (la Russie, l'Arménie et le Kazakhstan). D'autres acteurs extérieurs exercent une forte influence dans cet espace. C'est notamment le cas des Etats-Unis, dans le domaine économique et surtout sécuritaire (dans le cadre des opérations en Afghanistan, ils ont disposé pendant plusieurs années de bases militaires en Asie centrale), de l'Alliance atlantique, par le biais du programme de Partenariat pour la paix, de la Turquie, dans les pays turcophones, de l'Iran, et surtout de la Chine, dont la spectaculaire progression dans la région contribue à en déplacer le centre de gravité vers l'Asie. Pékin a noué avec Moscou un « partenariat stratégique » qui a pris une importance particulière depuis la dégradation des relations russo-occidentales consécutive à la crise en Ukraine. Présente dans plusieurs autres Etats européens de l'Eurasie, la RPC* est devenue un acteur de premier plan en Asie centrale, qui représente désormais pour elle à la fois un nouveau marché et un important fournisseur d'hydrocarbures. En 2015, elle était le premier partenaire commercial du Kirghizstan, du Tadjikistan, du Turkménistan et de l'Ouzbékistan, le troisième du Kazakhstan[5]. Et le projet de « Nouvelles routes de la soie » (NRS, en anglais Obor*) confirme sa volonté de conforter sa place dans la région par des investissements de long terme.

L'Eurasie s'est, on le voit, profondément transformée. Le sentiment d'appartenance à la région postsoviétique n'est plus à l'origine des grands choix opérés dans plusieurs Etats. La réalité est pourtant plus complexe qu'il n'y paraît, du fait du poids de l'héritage soviétique d'une part, de la Russie d'autre part.

L'héritage du passé

Quelle que soit la portée des mutations qui se sont produites, le passé soviétique continue à imprégner les mentalités, les identités, le territoire, les systèmes politiques, les analyses internationales. Comme l'écrit Svetlana Alexievitch :

[3] Voir dans ce volume la carte « Les internautes en Eurasie », dans le chapitre rédigé par Françoise Daucé.

[4] Les astérisques renvoient à la liste des sigles et acronymes en début de volume.

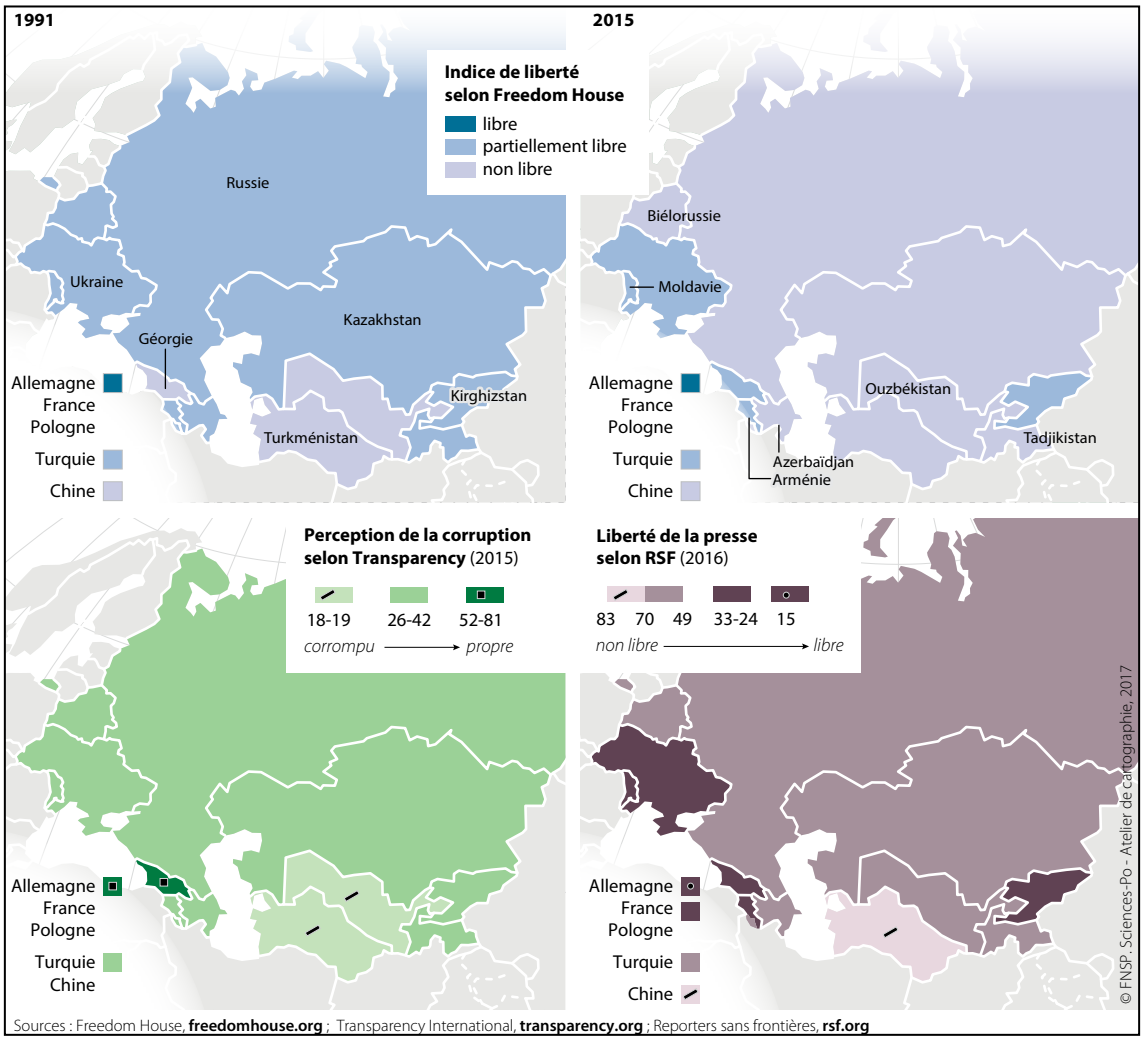
[5] Voir dans ce volume la figure 2 « Le commerce extérieur des Etats d'Eurasie », dans le chapitre rédigé par Xavier Richet.

« Les Homo Sovieticus [sont toujours là] : ce ne sont pas seulement les Russes, mais aussi les Biélorusses, les Turkmènes, les Ukrainiens, les Kazakhs… Nous vivons dans des pays différents, nous parlons des langues différentes, mais on ne peut nous confondre avec personne »[6].

Cet héritage reste un facteur de structuration des évolutions politiques. En Russie, résume le prix Nobel de littérature :

« … nous avons des komsomols, seulement maintenant, ils s'appellent *Nachi* [Les Nôtres], il y a le parti du pouvoir, qui est une copie du parti communiste. Le Président a autant de pouvoir qu'un secrétaire général. Un pouvoir absolu. Et au lieu du marxisme-léninisme, nous avons l'orthodoxie… »[7].

Figure 2
Libertés et corruption en Eurasie, quelques indicateurs



[6] S. Alexievitch, *La Fin de l'homme rouge*, Arles, Actes Sud, 2013, p. 17.

[7] *Ibid.*, pp. 25-26.

Ces caractéristiques du système politique soviétique se retrouvent, peu ou prou, dans tous les régimes autoritaires de la région, qui sont d'autant plus marqués par le passé que le renouvellement des élites dirigeantes est faible. La concentration des pouvoirs entre leurs mains s'accompagne du développement d'un système clientéliste, patrimonialiste ou néopatrimonialiste, qui contribue au développement d'une corruption qui date du temps de l'URSS et paraît ancrée dans tous les pays de la zone, quelle que soit leur trajectoire politique, à l'exception de la Géorgie (voir la figure 2). Elle est souvent liée à l'oligarchie, un autre phénomène très répandu dans la région.

Le poids de l'héritage n'a pas empêché certains Etats de progresser sur la voie de la démocratisation, mais même dans ces Etats, en dépit d'un fort engagement européen, la réforme des systèmes sociopolitiques hérités de l'URSS s'inscrit dans un processus lent, complexe et non linéaire. La Moldavie, pourtant souvent considérée comme un succès du Partenariat oriental mis en place par l'UE, a été confrontée en 2015 à une spectaculaire affaire de corruption qui a provoqué un vote sanction lors de l'élection présidentielle de novembre 2016. En Ukraine, après des années « orange » tourmentées (2005-2010), la démocratisation a reculé pendant la présidence de Viktor Ianoukovitch (2010-2014). Au lendemain de Maïdan, le pays s'est à nouveau engagé sur la voie des réformes. Mais le classement 2015 de Transparency International a confirmé l'ampleur des difficultés auxquelles le pays est confronté : l'Ukraine s'y classait au 130e rang des 168 Etats recensés. Pour les trois pays qui ont signé un accord d'association avec l'UE, le défi à relever est immense. En dépit des progrès effectués, ils restent de fragiles « semi-démocraties »[8].

Dans ces Etats comme dans les autres, la difficulté à entreprendre des réformes de structure a de sérieuses conséquences. Dans le domaine économique, elle est une source de vulnérabilité pour ceux qui sont exportateurs de pétrole (la Russie, le Kazakhstan, l'Azerbaïdjan). Ils n'ont pas su mettre à profit la forte croissance qu'ils ont connue entre 1998 et 2007 pour diversifier et moderniser leurs économies. De ce fait, ils ont continué à être des économies de rente et la chute des cours des hydrocarbures en 2014 les a précipités à nouveau dans la tourmente.

L'héritage soviétique pèse aussi dans le domaine international et sécuritaire. La politique soviétique des nationalités et les frontières héritées de l'URSS, dont beaucoup sont le fruit de découpages arbitraires, sont à l'origine de plusieurs conflits, notamment de ceux dits gelés. *Holodomor*, la grande famine de 1932-1933 qui a fait plusieurs millions de morts, le rattachement de la Crimée à l'Ukraine en 1954 par Nikita Khrouchtchev, l'historiographie russe traditionnelle marquent profondément les rapports ukraino-russes. La guerre froide continue elle aussi à imprégner les mentalités, en particulier en Russie.

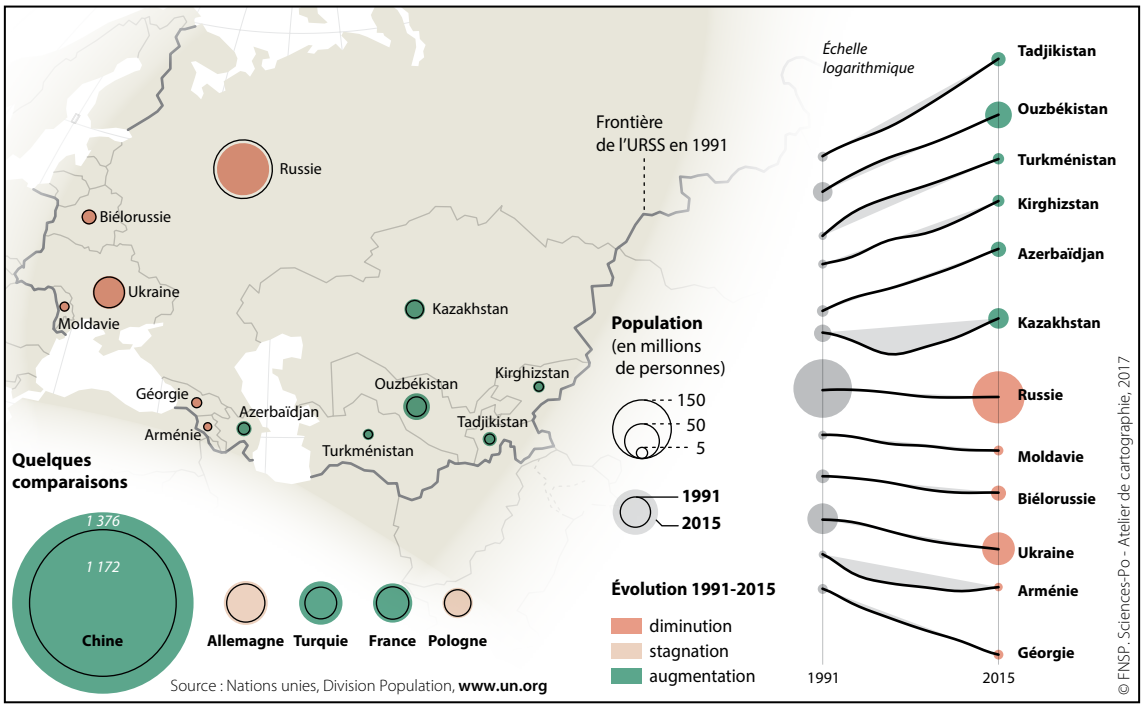
[8] N. Popescu, « The eastern neighbours – two decades on », *in* F. Gaub, N. Popescu « The EU neighbours 1995-2015 : shades of grey », *Chaillot Paper*, n° 136, décembre 2015, pp. 41-42.

Le poids de la Russie

Le poids du passé, c'est aussi celui de l'héritage impérial, que l'asymétrie entre la Russie et ses voisins rend particulièrement prégnant : bien qu'économiquement affaiblie, celle-ci est plus riche en territoire, en population ou en matières premières que tous les autres Etats issus de l'URSS (voir les figures 3 et 4). A cela s'ajoute la vision qu'elle a de sa place dans cet espace. En mars 2016, 56 % des Russes regrettaient l'effondrement de l'URSS et 51 % estimaient qu'il aurait pu être évité[9]. Si Vladimir Poutine a affirmé à plusieurs reprises que la Russie avait « cessé d'être un empire », toute son action – qui rejoint sur ce point celle de l'influente Eglise orthodoxe – montre qu'il continue à considérer que son pays a une place « particulière » dans l'espace postsoviétique et que ses voisins, en particulier l'Ukraine, ont une souveraineté limitée. Moscou l'a brutalement rappelé en 2008 à la Géorgie et en 2014 à l'Ukraine ainsi qu'à leurs partenaires occidentaux.

La Russie reste un acteur régional majeur. En matière économique et commerciale, son attraction a beaucoup diminué, mais son poids reste significatif du fait de l'asymétrie que nous venons d'évoquer et des inégalités de développement qui existent entre elle et ses partenaires, ainsi que des dépendances qui perdurent dans certains secteurs, notamment énergétiques et démographiques. Les migrations de main-d'œuvre et les transferts financiers qui en résultent – en 2014, ceux-ci représentaient 41,7 % du PIB* du Tadjikistan, 30,3 % de celui du Kirghizstan, 26,2 % de celui de la Moldavie[10] – sont une source de dépendance

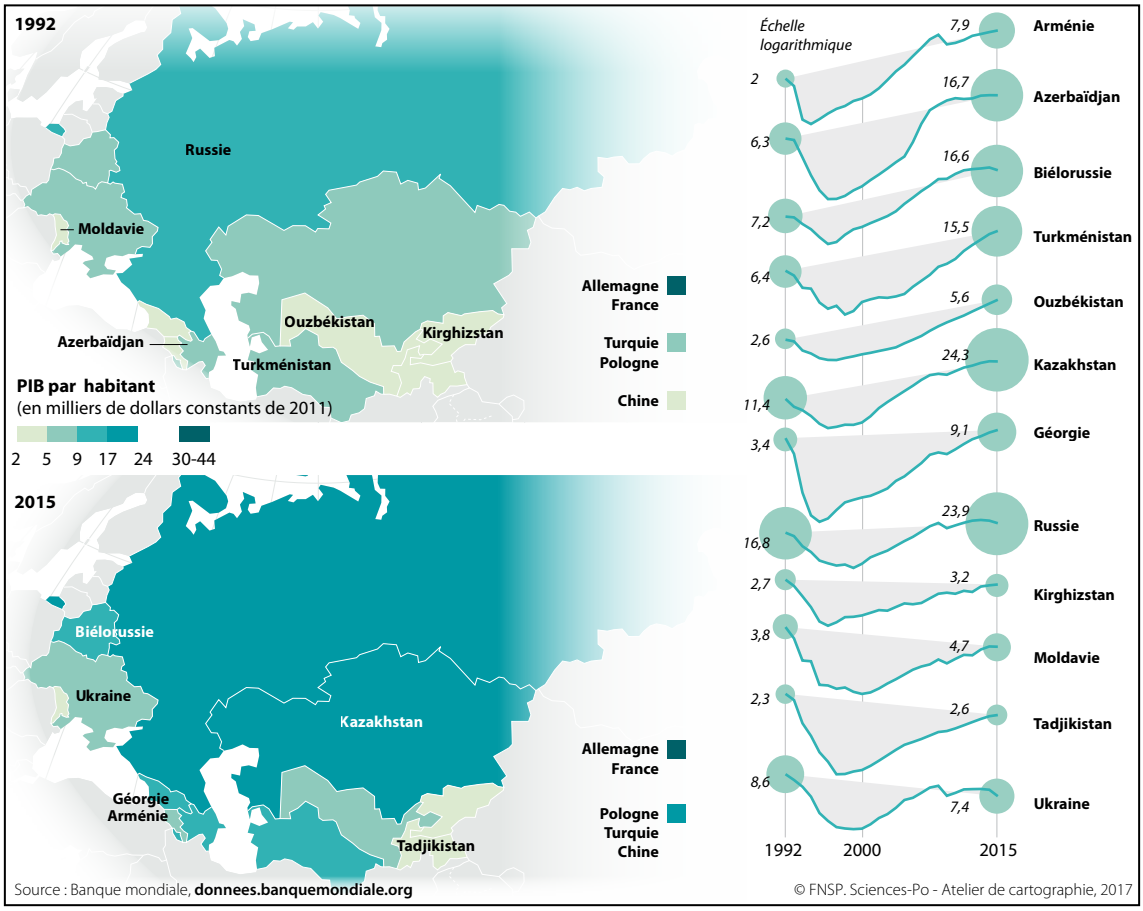
Figure 3
Eurasie : population en 1991 et 2015



[9] Sondage du centre Levada, 19 avril 2016 (**www.levada.ru**).

[10] Banque mondiale, « Migration and remittances – Factbook 2016 – 3rd édition ». La Russie n'est pas le seul pays d'origine de ces transferts, mais elle compte fortement.

Figure 4
Eurasie : Produit intérieur brut par habitant (1992-2015)



à son égard. Cette situation fournit à Moscou des moyens de pression dont ses voisins doivent tenir compte. Elle conforte un « syndrome de l'inégalité »[11] qui fragilise les projets d'intégration évoqués ci-dessus. Tout ralentissement de l'activité russe se répercute en outre immédiatement dans l'espace postsoviétique. C'est ce qui se produit actuellement. L'Eurasie prise globalement a connu un taux de croissance négatif en 2015 (-2,8 %) et 2016 (-0,3 %). La croissance n'est pas négative dans tous les pays, mais elle a fléchi dans toute la zone[12].

Dans le domaine sécuritaire, la Russie est une puissance incontournable. Continûment présente militairement depuis 1991 sur le territoire de plusieurs Etats, elle a joué un rôle très ambigu et décisif dans les conflits meurtriers qui ont éclaté au début des années 1990 au Karabakh, en Transnistrie, en Abkhazie et en Ossétie du Sud. Ces conflits non résolus, mais qui ne sont pas pour autant tous « gelés », comme le montre la guerre dite « des quatre jours » au Karabakh en avril 2016, lui donnent les moyens de peser sur les évolutions des pays

[11] Au sens où l'entend Jean Coussy dans « L'Inde face à la régionalisation de l'économie mondiale », *Les Etudes du Ceri*, n° 23, février 1997, p. 6 (**http://www.sciencespo.fr/ceri/fr/content/linde-face-la-regionalisation-de-leconomie-mondiale**).

[12] FMI, « World economic outlook, subdued demand : Symptoms and remedies », octobre 2016 (**http://www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2016/02/**).

concernés. L'Arménie est complètement dépendante pour sa sécurité de son grand voisin du Nord. La Géorgie est sous la pression constante de sa forte présence militaire en Abkhazie et en Ossétie du Sud. L'intervention russe dans le Donbass et l'impasse dans laquelle sont aujourd'hui les accords de Minsk sont un obstacle à la stabilisation de l'Ukraine et donnent à Moscou la possibilité de peser à tout moment sur la politique de Kiev[13]. En Asie centrale proche du Moyen-Orient et de l'Afghanistan (les Centre-Asiatiques seraient environ 5 000 à combattre en Irak et en Syrie dans les rangs de Daech ou du Front al-Nosra), l'importance des enjeux sécuritaires semble aujourd'hui jouer en sa faveur[14].

L'influence de la Russie sera-t-elle confortée, directement ou indirectement, par sa volonté manifeste de reprendre la main dans la vie internationale et par l'importance qu'elle accorde à nouveau à un outil militaire réformé et modernisé[15] ? La résurgence de la puissance russe qui s'est manifestée en Ukraine et en Syrie aggravera-t-elle la fragmentation et les ruptures au sein de l'espace postsoviétique ou conduira-t-elle à des réalignements ? L'évolution de l'Azerbaïdjan montre que la question se pose. Après s'être longtemps appuyé sur la Turquie et les pays occidentaux, Bakou se rapproche depuis 2013 de son grand voisin. Sa victoire au Karabakh en 2016, symboliquement très importante, apparaît comme une conséquence de l'inflexion de sa politique.

Les prises de position de Donald Trump avant son arrivée à la Maison Blanche en faveur d'un rapprochement avec la Russie amènent elles aussi à s'interroger.

Conclusion

Un quart de siècle après l'effondrement de l'URSS, la fragmentation de l'Eurasie et la fin de ce qui a été un Empire russe sont patentes. Mais les pesanteurs, qui se font sentir de multiples manières, demeurent fortes. Elles signifient que les mutations, si profondes soient-elles, ne sont pas arrivées à leur terme. La sortie du postsoviétisme apparaît inachevée, pour des raisons qui tiennent à des facteurs internes à chaque Etat, aux politiques menées par la Russie et par les grands acteurs extérieurs à la zone, et au contexte international[16]. A l'aube de 2017, celui-ci est lourd d'incertitudes. Les guerres au Moyen-Orient, l'instabilité en Afghanistan, le changement d'administration aux Etats-Unis, la crise profonde que traversent depuis 2014 les relations russo-occidentales, celle, elle aussi sérieuse, que connaît l'Union européenne ont des répercussions dans tout l'espace postsoviétique. Les paradigmes sur lesquels seront fondés demain les équilibres au sein de cette région sont encore en redéfinition.

[13] S. Pugsley, F. Wesslau (dir.), « Russia in the grey zones », European Council on Foreign Relations, septembre 2016.

[14] Sur cette question, voir C. Poujol « L'islam en Asie centrale », *Questions internationales*, n° 82, *op. cit.*, pp. 63-69 ; et C. Marangé, « Ouzbékistan : une quête d'autonomie contrariée », *Ibid.*, pp. 80-87.

[15] D. Trenine, *Should We Fear Russia ?*, Cambridge, Polity Press, 2016.

[16] B. Lo, *Russia and the New World Disorder*, Washington, Brookings Institution Press, 2015, pp. 242-243.

Première partie

L’Eurasie dans l’actualité

Pourquoi la société russe soutient-elle la politique actuelle du Kremlin ?
par Tatiana Kastouéva-Jean

La récession a ralenti en Russie en 2016, grâce à l'adaptation de l'économie à une conjoncture défavorable (chute des prix du pétrole, sanctions occidentales…), mais elle perdure (-0,9 % du PIB* contre -3,7 % en 2015)[1]. Les revenus réels de la population ont chuté depuis trois ans et la pauvreté s'est considérablement accrue. Paradoxalement, cette situation ne semble pas avoir entamé la faveur dont jouit Vladimir Poutine, qui recueillait presque 90 % de soutiens à l'automne 2015, et dont la popularité a légèrement fléchi depuis un an mais demeure très élevée.

Parallèlement, les sondages montrent que seule une partie infime de la population (3 %) est préoccupée par l'état des droits civiques et des libertés démocratiques dans le pays[2]. Depuis 2003, les partis de tendance démocratique et libérale n'arrivent plus à franchir le seuil nécessaire pour être représentés à la Douma (la chambre basse du Parlement). Aux dernières élections législatives (septembre 2016), le plus ancien parti démocrate, Iabloko, n'a pas réuni les 3 % nécessaires pour que son financement public soit maintenu. Pourquoi une telle impopularité des valeurs qui semblaient pourtant si attractives lors de la chute de l'URSS ? Comment appréhender la société russe d'aujourd'hui et ses aspirations ? A quelles attentes de la population la politique autoritaire du président russe a-t-elle répondu pour être autant soutenue, malgré la dégradation du contexte économique et social et le verrouillage de la société ?

Une grande partie des explications est liée à l'histoire du peuple russe, tant soviétique que postsoviétique. L'époque soviétique a laissé aux citoyens la peur viscérale de la machine répressive de l'Etat, et leur a appris le conformisme et le repli sur soi[3]. Symptôme de ce réflexe rémanent, 25 % des Russes avouent aujourd'hui avoir peur d'exprimer librement leurs opinions lors des sondages[4]. Les années postsoviétiques ont ajouté d'autres traumatismes : le choc de la transition économique et la croissance des inégalités ; les « guerres limitées » et le terrorisme qui nécessite un état de mobilisation continue ; enfin un brouillage des valeurs accentué par l'instrumentalisation de la mémoire historique et par la propagande actuelle.

Le choc de la transition et la croissance des inégalités

La violence économique des années de transition (la décennie 1990) ne doit pas être sous-estimée. L'économiste en chef de la BERD* Sergeï Guriev a même comparé l'impact de cette période de privations à celui d'une guerre civile[5]. La société russe subit encore

[1] Banque mondiale, « The Russian economy inches forward : Will that suffice to turn the tide? » *Russia Economic Report*, n° 36, 9 novembre 2016 (**http://www.worldbank.org/en/country/russia/publication/rer**).

[2] Sondage du centre Levada, 15 septembre 2016 (**www.levada.ru**).

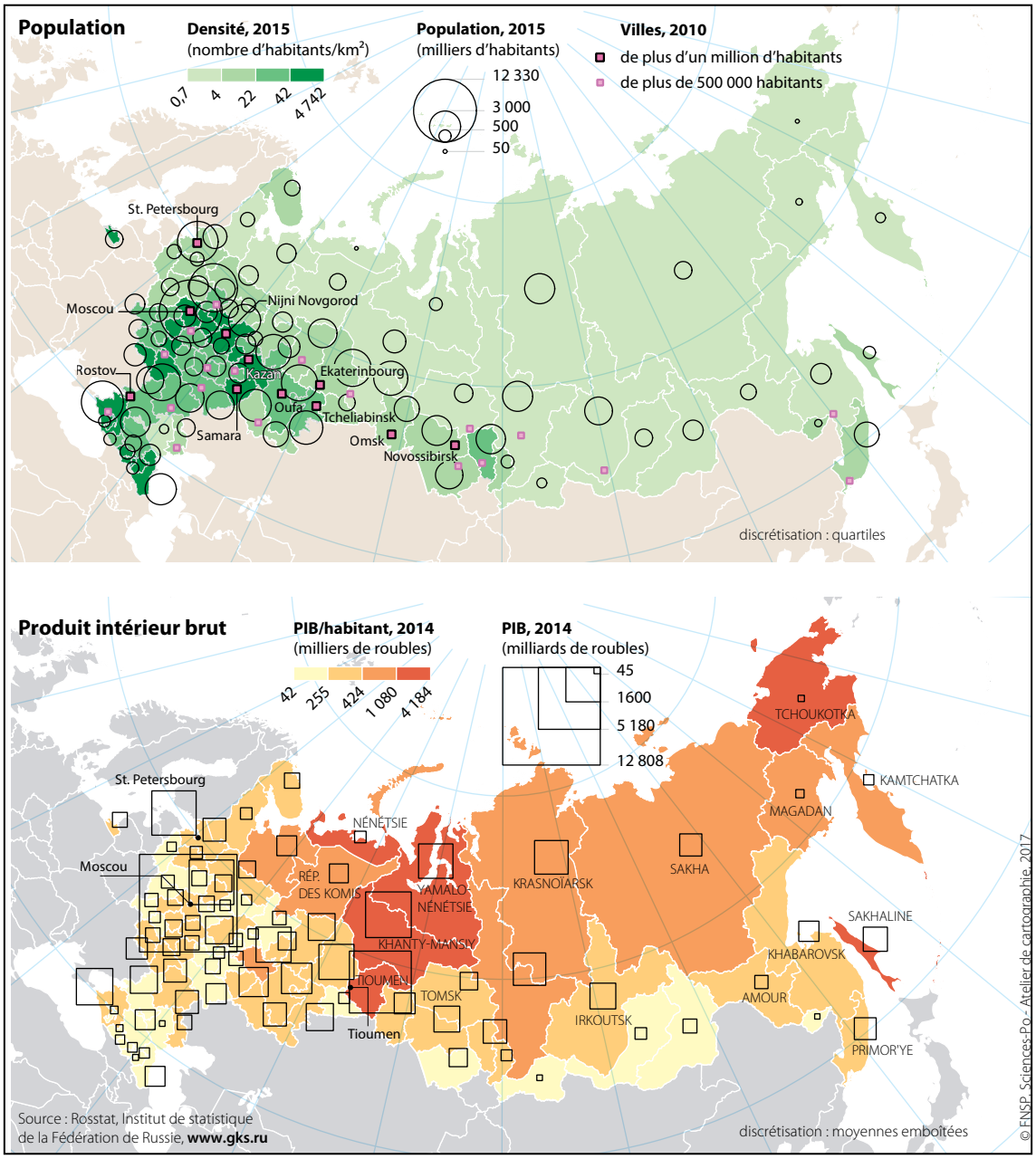
[3] Sur le rapport entre les citoyens et les autorités à l'époque soviétique, voir les témoignages recueillis par O. Figes dans *Les Chuchoteurs. Vivre et survivre sous Staline*, Paris, Denoël, 2009 (Folio Histoire, 2014), ou la passionnante biographie romancée de Chostakovitch par J. Barnes, *Le Fracas du temps*, Paris, Mercure de France, 2016.

[4] Sondage du centre Levada, 22 janvier 2016.

[5] RIAN, 11 novembre 2016 (**https://ria.ru/economy/20161111/1481170223.html**).

les conséquences du faible taux de natalité de cette époque : si le nombre de jeunes entre 15 et 19 ans (réservoir pour les universités ou l'armée, entre autres) était de 12,2 millions en 2005, il n'est plus que de 6,7 millions en 2016. A la dégradation brutale du niveau de vie pendant cette période (salaires non payés, inflation à trois chiffres) – déjà faible comparé aux pays occidentaux – se sont ajoutés des aspects psychologiques très marquants : les médecins, les enseignants, les militaires ou les ingénieurs ont alors perdu leur prestige ; l'adaptation aux normes sociales bouleversées ou même la survie ont imposé des reconversions professionnelles. Les *monogorod* (villes dont l'activité économique s'organisait autour d'une seule industrie ou d'une seule usine) ou les entreprises du

Population et PIB des régions russes (2014-2015)



complexe militaro-industriel ont été particulièrement vulnérables. La différenciation sociale a été rapide, forte et perçue comme injuste. Elle explique que la question d'une probable révision des résultats des privatisations des années 1990 (ou au moins la taxation lourde des actifs acquis à l'époque) trouve toujours un écho favorable au sein de la population. Elle est régulièrement agitée dans le débat politique tant par le Kremlin que par l'opposition (systémique et hors système).

Les réformateurs des années 1990 confessent aujourd'hui les erreurs commises : de leur propre aveu, en menant des réformes libérales, ils n'ont pas tenu compte des aspects politiques, psychologiques ou ethniques[6]. L'opinion publique accuse en effet les élites de l'époque d'avoir « appliqué les recettes occidentales qui ont mené à la faillite de l'économie en août 1998 et ont failli provoquer la désagrégation du pays »[7].

Les années 2000 ont apporté un net soulagement à différentes catégories de la population. La rente énergétique a permis d'améliorer la situation des militaires, des *siloviki* (membres des structures de force[8]), des personnels du complexe militaro-industriel, mais aussi des retraités et, dans une moindre mesure, des *budgetniki* (personnes travaillant pour les compagnies ou organismes financés par le budget public). D'une manière inégale mais bien réelle, leurs salaires n'ont cessé de croître sous les deux premières présidences de Vladimir Poutine, jusqu'à la crise économique et financière de 2008-2009. Le nombre des groupes socioprofessionnels dépendant directement de l'Etat a également augmenté (pour des raisons démographiques, mais aussi à cause de la croissance du poids de l'Etat dans l'économie) : il y a aujourd'hui en Russie 33 millions de retraités, 2,5 millions de *siloviki,* le complexe militaro-industriel emploie 1 million de personnes, et les personnels des structures et des entreprises publiques représentent 30 % de la population active (selon l'OCDE*)[9]. La majorité de ces groupes sociaux privilégient un modèle d'Etat paternaliste.

Des inégalités se sont creusées à l'époque de la transition non seulement entre les différentes catégories socioprofessionnelles, mais aussi entre les régions. Ainsi, en 2014, les revenus des habitants de Moscou étaient de 54 504 roubles par mois et le taux de chômage s'élevait à 1,5 %. Les chiffres correspondants pour l'Ingouchie, l'une des régions les plus pauvres de Russie, étaient 14 346 roubles et 29,8 %[10]. Géographe et économiste, Natalia Zoubarevitch a formulé le concept des « quatre Russies » dont la plus pauvre a finalement vu son mode de vie évoluer très peu depuis l'époque soviétique[11].

---

[6] Voir les entretiens avec certains d'entre eux dans *Republic*, 16 novembre 2016 (**https://republic.ru/posts/76122**).

[7] Voir par exemple, Š. Šahalilov, « Mirovoj porâdok : problemy transformacii » [Ordre mondial : problèmes de transformation], *Meždunarodnaâ Žizn*, n° 9, 2016 (**https://interaffairs.ru/jauthor/material/1737**).

[8] Parmi les *siloviki* on compte l'armée, les forces de maintien de l'ordre, les services spéciaux etc.

[9] Les sources de ces chiffres sont citées dans T. Kastouéva-Jean, « Le système Poutine : bâti pour durer ? », *Politique étrangère*, été 2015.

[10] Données du Service fédéral des statistiques (**www.gks.ru**).

[11] N. Zoubarevitch, « Četyre Rossii i novaâ političeskaâ real'nost' » [Quatre Russies et nouvelle réalité politique], 17 janvier 2016, *Polit.ru* (**http://polit.ru/article/2016/01/17/four_russians/**).

Guerres et état de mobilisation

Le prix Nobel de littérature de 2015 Svetlana Alexievitch résume ainsi le rapport entre le peuple russe et la guerre :

> « Les gens ont envie de vivre, tout simplement, sans idéal sublime. C'est une chose qui ne s'était jamais produite en Russie, et on ne trouve pas cela non plus dans la littérature russe. Au fond, nous sommes des guerriers. Soit nous étions en guerre, soit nous nous préparions à la faire. Nous n'avons jamais vécu autrement. C'est de là que vient notre psychologie de militaires. Même en temps de paix, tout était comme à la guerre »[12].

A la différence de l'Europe, la Russie postsoviétique n'a pas vraiment bénéficié de « dividendes de la paix » : depuis la chute de l'URSS, l'armée a mené des guerres et des campagnes militaires sur son sol (deux guerres de Tchétchénie, des actions militaires au Daghestan) ou à ses frontières (Tadjikistan, Transnistrie, Géorgie, Ukraine). Pour ce membre permanent du Conseil de sécurité des Nations unies, la menace d'une guerre, venant de l'intérieur ou de l'extérieur, n'a jamais complètement disparu. Les sondages en témoignent : en janvier 2016, 65 % des Russes pensaient qu'il existait une menace militaire directe contre le pays[13]. L'importance de ces préoccupations sécuritaires explique qu'une grande partie de la population approuve l'augmentation des effectifs des forces armées et des financements qui leur sont accordés. La contestation de la relance des dépenses militaires au détriment de la santé publique et de l'éducation est un sujet qui n'est soulevé que dans les cercles très restreints d'opposants libéraux au régime.

Aujourd'hui, la menace militaire est personnifiée par l'Occident et l'OTAN*. Les élargissements successifs de l'OTAN vers les frontières russes, ses interventions hors de sa zone de responsabilité, les frappes sur la Serbie en 1999, les opérations en Irak, en Afghanistan, en Libye et leurs conséquences peu concluantes, voire désastreuses, ont alimenté la vision d'un Occident agressif. Amplifiés par la propagande, les sentiments anti-occidentaux ont atteint un pic en Russie en 2014-2015.

Deux autres facteurs ont entretenu le sentiment d'insécurité des Russes depuis la dislocation de l'URSS. D'une part, le pays a connu un nombre élevé d'attentats terroristes dans les années 1990 et 2000. Selon le Terrorism Risk Index (TRI) du cabinet Maplecroft, elle a fait partie des pays les plus touchés par les attentats terroristes avec la Somalie, l'Afghanistan, l'Irak et le Pakistan. D'autre part, il faut garder à l'esprit la hantise des Russes à l'égard d'une implosion du pays, dont le risque semblait réel au moment de la chute de l'URSS et à l'époque de Boris Eltsine. Les autorités sont très vigilantes vis-à-vis de toute action qui menacerait l'intégrité territoriale du pays. Vladimir Poutine est arrivé au pouvoir à la faveur de la deuxième guerre de Tchétchénie : il incarne la fusion de la direction politique et du commandement militaire comme peu de chefs d'Etat en Europe. La communication politique du Kremlin entretient volontairement la confusion entre la

[12] S. Alexievitch, *La Fin de l'homme rouge*, *op. cit.*, pp. 18-19.

[13] Sondage du centre Levada, 18 février 2016.

sécurité de l'Etat et celle du régime d'un Président qui a concentré le pouvoir entre les mains de l'exécutif en créant une « verticale du pouvoir » et a contribué au verrouillage de l'espace public.

A la recherche de l'identité perdue

Un quart de siècle après la chute de l'URSS, prise entre difficultés économiques et préoccupations sécuritaires, traumatisée par la perte de territoire et de rang international, la Russie peine toujours à définir sa nouvelle identité. En témoigne la récente (novembre 2016) tentative du président Poutine d'adopter une loi sur la « nation russienne ».

Trois discours semblent trouver un écho favorable dans la société russe aujourd'hui. Le premier évoque sa voie de développement spécifique, qui doit être définie d'une manière souveraine, sans aucune ingérence étrangère. La taille du territoire, la richesse des ressources, la composition multiethnique, l'histoire, l'orthodoxie, la vocation régionale et mondiale particulière sont en général évoquées pour justifier la spécificité russe qui doit être protégée contre les valeurs imposées par d'autres puissances, notamment l'Occident (via les « révolutions de couleur »). La législation sur les ONG* financées par l'étranger, le contrôle d'Internet, les pressions sur les médias sont les outils qui précisément visent à limiter cette influence jugée néfaste. La réception de ce discours est aujourd'hui facilitée par les faiblesses dont fait preuve l'Occident : l'incapacité de venir à bout de ses propres problèmes socioéconomiques et politiques prouverait que le modèle démocratique et libéral n'est pas à la hauteur des défis actuels.

Le deuxième discours porte sur l'idée de la grandeur nationale. Cette appréhension de la « grandeur » diffère radicalement de celle des Américains : si pour Donald Trump (« Make America great again ») elle traduit un repli sur les affaires nationales, les Russes l'entendent comme l'affirmation de la puissance internationale. La politique extérieure qui s'oppose à l'Occident est perçue comme la revanche qui suit une période d'humiliation. La récupération du rang de grande puissance est évoquée dans les sondages comme le plus grand succès des présidences de Vladimir Poutine. Ce discours monopolise le travail sur la mémoire historique dont ne sont retenus que les fragments et les personnalités qui alimentent l'idée de grandeur. Le narratif de la guerre juste et victorieuse contre le mal absolu (le fascisme) est le corollaire de ce discours qui a été utilisé lors de la crise en Ukraine en 2014 (« la junte fasciste au pouvoir à Kiev »).

Le troisième discours est celui des valeurs conservatrices. La Russie de Vladimir Poutine se positionne aujourd'hui comme chef de file d'un conservatisme ayant vocation à préserver la civilisation chrétienne contre les défis d'un monde globalisé, postmoderne et multiculturel. L'Eglise orthodoxe russe est la meilleure alliée pour défendre la famille, le rôle des grandes religions et la place centrale de l'Etat. A la différence des projets à portée régionale de Russkij mir ou de l'Union eurasienne, le conservatisme permet de formuler un projet global qui trouve un écho bien au-delà du territoire national ou de la région, jusque dans les sociétés occidentales. Le croisement des trois discours peut produire des effets paradoxaux : les communistes russes s'affichent aujourd'hui avec la symbolique religieuse alors que le

pouvoir soviétique poursuivait les prêtres. Au-delà de la propagande, les trois discours semblent répondre à un besoin de reconnaissance et de valorisation après des années de recherche infructueuse d'une nouvelle identité et d'une nouvelle place dans le monde.

La société russe semble aujourd'hui fracturée entre une minorité de contestataires du régime et la majorité qui serait prête à revoter pour Vladimir Poutine aux prochaines élections. L'absence d'alternative politique, l'exemple dissuasif des protestations en Ukraine, la peur des changements, les menaces pour sa situation personnelle sont également des raisons de soutenir le régime. Néanmoins, deux ans et demi après l'annexion de la Crimée, quelques fissures dans le consensus autour du Président semblent apparaître : les problématiques socioéconomiques (dont la corruption) sont de nouveau au centre des préoccupations de la population. Mais quoi qu'il arrive, les traumatismes de la société ne disparaîtront pas du jour au lendemain : elle gardera les mêmes fragilités, susceptibles d'être instrumentalisées par le Kremlin, même si le pouvoir change de mains.

La réception des accords d'association en Géorgie, Moldavie et Ukraine
par Laure Delcour

Le 27 juin 2014, la Géorgie, la Moldavie et l'Ukraine signaient des accords d'association avec l'Union européenne, assortis d'accords de libre-échange complet et approfondi (Aleca*). La conclusion de ces accords, quelques mois seulement après l'annexion de la Crimée par la Russie et les débuts du conflit dans le Donbass, semblait sceller la division du Partenariat oriental en deux groupes, le premier constitué des trois pays désireux de s'engager sur la voie d'une intégration approfondie dans l'UE*, le deuxième regroupant des Etats membres de ce qui est devenu le 1er janvier 2015 l'UEE* (Biélorussie, Arménie), ou souhaitant conserver une politique étrangère indépendante (Azerbaïdjan).

Si cette vision dichotomique du Partenariat oriental reflète la différenciation récente des relations contractuelles entre l'UE et ses six partenaires orientaux, elle néglige la complexité de la réception des politiques européennes au sein des Etats voisins. Les accords d'association suscitent en effet au sein des populations du premier groupe des réactions différenciées et souvent contrastées, qui sont susceptibles d'influencer la mise en œuvre des accords[1].

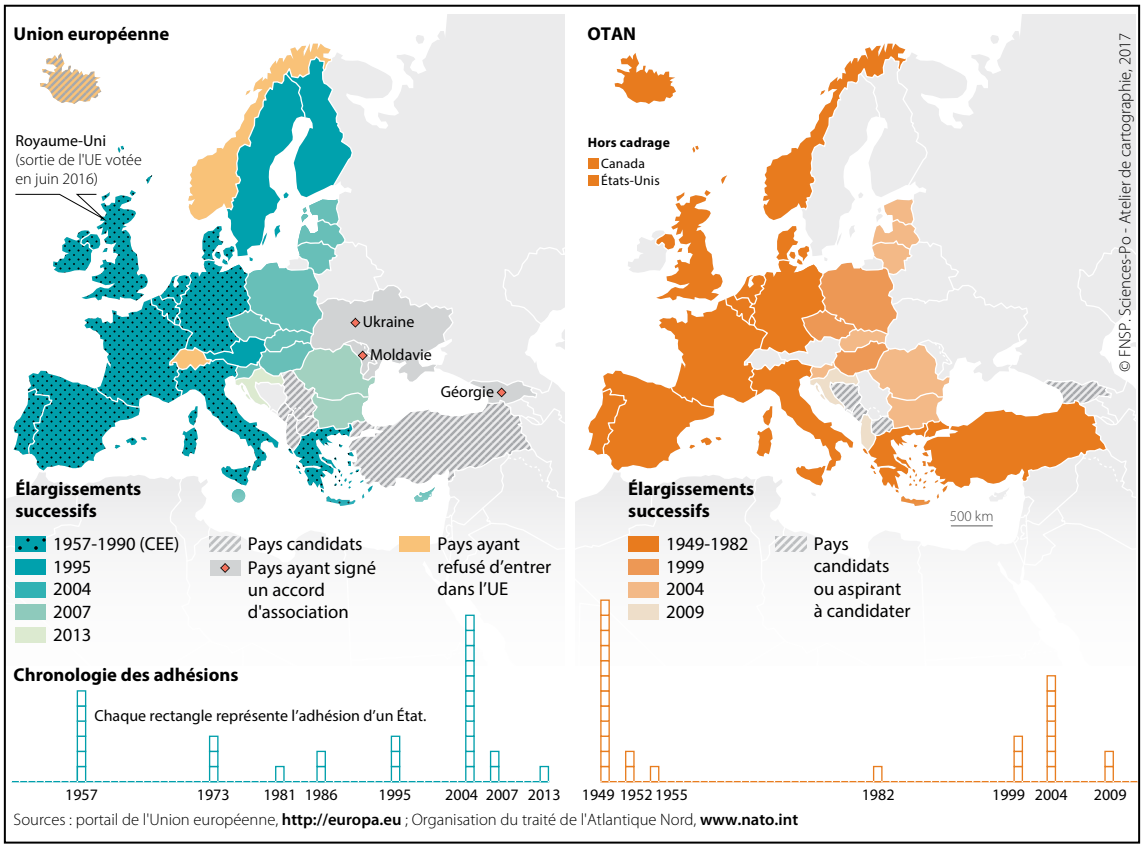
Géorgie : une européanisation consensuelle, mais une mise en œuvre difficile

Dans le trio des pays associés, le cas de la Géorgie est particulier à plusieurs égards. D'une part, c'est le seul qui ait accompli des réformes substantielles, avant même que la politique européenne de voisinage ne devienne effective dans le Caucase du Sud. D'autre part, l'entrée en vigueur de l'accord d'association et de l'Aleca s'effectue dans un contexte qui, s'il n'est pas exempt de tensions, est moins critique que celui des deux autres pays associés.

Pour la Géorgie (comme pour la Moldavie et l'Ukraine), la mise en œuvre de l'accord d'association et de l'Aleca sont des priorités qui doivent la rapprocher d'une candidature à l'UE. En reconnaissant la Géorgie comme un Etat d'Europe de l'Est (revendication-clé de Tbilissi au cours des négociations), le préambule de l'accord d'association ouvre d'ailleurs la voie, à terme, à l'application de l'article 49 du traité sur l'Union européenne, c'est-à-dire à une possible candidature géorgienne à l'adhésion. L'intégration européenne fait sans conteste l'objet d'un large consensus dans le pays. Au sein de la classe politique, elle est soutenue par les deux grandes forces qui ont exercé le pouvoir au cours des douze dernières années, l'alliance du Rêve géorgien qui, avec près de 39 % des suffrages, sort confortée des élections législatives d'octobre 2016, et le Mouvement national uni de l'ancien président Mikheil Saakachvili. Quant à la rhétorique critique ou franchement antioccidentale de plusieurs petits partis (l'Alliance des patriotes de Géorgie, nouvellement

[1] Les Aleca sont provisoirement entrés en vigueur le 1er septembre 2014 en Géorgie et en Moldavie et le 1er janvier 2016 en Ukraine. Après un long processus de ratification, les accords d'association sont pleinement entrés en vigueur le 1er juillet 2016 avec la Géorgie et la Moldavie ; le processus de ratification avec l'Ukraine n'est pas achevé et pourrait être retardé par les résultats négatifs du référendum aux Pays-Bas en avril 2016.

L'Union européenne et l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord, septembre 2016



représentée au Parlement, le Mouvement démocratique-Géorgie unie de Nino Bourdjanadze, ancienne présidente du Parlement), elle cible davantage l'OTAN* que l'UE. La population soutient dans son ensemble très largement l'adhésion du pays à l'UE : 85 % des personnes interrogées lors d'une enquête d'opinion réalisée en mars-avril 2016 s'y disaient favorables[2], soit un pourcentage plus important qu'au sujet de l'adhésion à l'OTAN (79 %). Ces chiffres reflètent d'abord un sentiment d'appartenance à l'Europe et le choix d'un modèle de développement. Ils traduisent également une volonté de se distancier davantage de la Russie, considérée comme une menace par 71 % des personnes interrogées. Dans ce contexte, l'accord d'association et l'Aleca sont perçus comme un tournant qui entérine le choix européen de la Géorgie. A la différence d'autres pays du Partenariat oriental, la Géorgie ne peut considérer la Russie comme une alternative à l'Union européenne, compte tenu du conflit de 2008 et des multiples tensions qui l'ont précédé. La lente normalisation des liens avec Moscou, amorcée en 2013 et appuyée par une majorité de Géorgiens, n'y change rien.

Cependant, les enquêtes réalisées au cours des deux dernières années montrent une érosion de cet appui à l'intégration avec l'UE. Ce léger déclin trouve ses racines dans le ralentissement de la performance économique du pays, pourtant surtout lié à la situation

[2] Dont 63 % « totalement » et 22 % « plutôt ». Voir « Public opinion survey residents of Georgia », International Republican Institute, Centre for Insights Poll, Tbilissi, avril 2016.

de l'économie russe, mais qui affecte indirectement les perceptions qu'ont les Géorgiens de l'UE. En effet, dans un contexte morose, les réformes demandées par l'Union européenne apparaissent particulièrement douloureuses alors même que les bénéfices d'une intégration approfondie ne sont pas (encore) perceptibles, notamment dans les régions. Peu de citoyens (en particulier en dehors de Tbilissi) sont réellement au fait du contenu et des implications de l'accord d'association et de l'Aleca ; beaucoup perçoivent l'UE comme une menace pour les valeurs traditionnelles de la Géorgie (par exemple la famille). Ces failles sont habilement exploitées par des organisations qui seraient financées en sous-main par la Russie. La mise en œuvre des accords suppose donc, de la part des autorités, des réformes mais aussi un travail d'information et de communication qui a été amorcé en 2015. La réception des politiques européennes en Géorgie dépend aussi de l'UE elle-même et de sa capacité à offrir des incitations concrètes à court terme. A cet égard, le report (à la demande de l'Allemagne en juin 2016) de la libéralisation du régime des visas (pourtant recommandée par la Commission européenne) aura sans doute un impact négatif sur la perception de l'UE en Géorgie, même si un compromis semble avoir été trouvé. Celui-ci prévoit l'entrée en vigueur (au moment où l'obligation de visa Schengen sera levée pour les citoyens géorgiens) d'un mécanisme de suspension permettant à l'Union de geler temporairement l'exemption de visa en cas d'abus.

Moldavie : une européanisation en trompe-l'oeil ?

Présentée jusqu'en 2015 comme le bon élève du Partenariat oriental, la Moldavie illustre aujourd'hui toute la complexité des enjeux auxquels sont confrontés les pays postsoviétiques associés à l'Union européenne.

Depuis 2009 et l'arrivée au pouvoir de l'Alliance pour l'intégration européenne, les autorités moldaves semblaient engagées sur la voie de réformes rapides dans le but de rejoindre un jour l'UE – un objectif assumé au sommet de l'Etat durant les négociations pour un accord d'association, perçu comme une étape intermédiaire sur la route de l'adhésion. Cet engagement pro-européen, dont la force a été soulignée à plusieurs reprises par les représentants de l'UE, s'est traduit par des négociations rapides tant pour l'accord d'association que pour l'Aleca. Au cours des pourparlers, contrairement à leurs homologues géorgiennes ou ukrainiennes, les autorités moldaves ont accepté sans discuter la plus grande partie des demandes européennes. Elles ont également insisté sur une mise en œuvre rapide des accords. Ainsi, interrogée lors du sommet du Partenariat oriental à Vilnius fin 2013, la ministre des Affaires étrangères a-t-elle indiqué qu'elle espérait que 90 % des clauses de l'Aleca seraient appliquées avant sa ratification[3].

Pourtant, dans bien des domaines, le discours pro-européen du gouvernement ne s'est pas traduit par des réformes approfondies. Bien au contraire, celles-ci ont été très limitées dans les secteurs jugés sensibles par les oligarques au pouvoir ou les proches des partis de

[3] N. Ghelman, discours à la Conférence de la société civile, sommet du Partenariat oriental, Vilnius, novembre 2013.

gouvernement (par exemple la réforme du système judiciaire, la gestion des finances publiques et la réforme de l'administration publique). L'annonce, début 2015, de la disparition d'un milliard de dollars (approximativement 12-13 % du produit intérieur brut du pays) de trois banques moldaves a mis au jour toute l'ambiguïté du positionnement pro-européen des élites politiques. Celles-ci ont de fait instrumentalisé l'intégration avec l'UE pour consolider leur propre pouvoir, considérant que les résultats obtenus (tant l'élimination des visas Schengen, décidée au printemps 2014, que la signature de l'accord d'association et de l'Aleca) renforceraient leur légitimité auprès des électeurs. Or selon des enquêtes d'opinion réalisées en 2015, la grande majorité des citoyens moldaves (71 %) n'établit que peu ou pas de liens entre l'action de son gouvernement et l'intégration européenne[4].

La révélation de la fraude bancaire de 2014 a consacré la rupture profonde entre les élites et la société. Ce scandale (qui a conduit à la condamnation de l'ancien Premier ministre Vlad Filat à neuf ans de prison) a suscité une mobilisation citoyenne d'une ampleur inédite à Chisinau et des protestations de masse contre la corruption et les élites politiques. Mais l'intégration européenne n'a joué qu'un rôle marginal dans ces manifestations. En fait, loin de renforcer l'image de l'UE dans le pays, le scandale bancaire ne l'a pas épargnée. Depuis plusieurs années déjà, l'Union européenne (et notamment sa délégation à Chisinau) était perçue par la société civile moldave comme un acteur partisan, favorable à des autorités qui s'affichaient pro-européennes, et réticent à s'imposer face à ces mêmes autorités pour qu'elles appliquent leurs engagements en matière de réformes. Ce dernier point a sans conteste contribué à éroder l'appui de la population à l'intégration européenne. Les derniers sondages, réalisés en avril 2016, montrent un équilibre quasi parfait entre les partisans (41,3 %) et les opposants (41,2 %)[5] d'une adhésion qui recueillait quelques années plus tôt une très nette majorité[6].

L'élection présidentielle de novembre 2016 (la première depuis près de vingt ans, après un changement de mode de scrutin) illustre l'enchevêtrement des enjeux intérieurs et extérieurs. En laissant en lice Igor Dodon, dont le Parti des socialistes était déjà arrivé en tête lors des élections législatives de novembre 2014, et Maia Sandu et son nouveau Parti de l'action et de la solidarité, le premier tour a marqué l'échec des partis de l'Alliance pour l'intégration européenne, au pouvoir depuis 2009. L'arrivée à la présidence d'Igor Dodon, candidat favorable à un rapprochement avec la Russie, ne devrait toutefois pas entraîner une remise en question des accords signés avec l'UE. En raison des circonstances contestées de son élection, le nouveau président ne bénéficie pas d'une forte légitimité. Surtout, la Moldavie reste un pays profondément divisé et Igor Dodon devra continuer à composer avec les partisans d'une intégration avec l'UE.

[4] Institut de Politici Publice, « Barometer of public opinion », Chisinau, novembre 2015.

[5] Institut de Politici Publice, « Barometer of public opinion », Chisinau, avril 2016.

[6] 54,7 % des personnes interrogées en 2012 se déclaraient favorables à une adhésion de la Moldavie à l'UE et 30 % y étaient défavorables. Institut de Politici Publice, « Barometer of public opinion », Chisinau, novembre 2012.

Ukraine : un nouvel élan donné aux réformes ?

L'Ukraine (pourtant le premier voisin oriental à avoir négocié un accord d'association, entre 2007 et 2011) est sans conteste le pays dans lequel les enjeux liés à cet accord et ses répercussions sont les plus considérables. La décision du président Ianoukovitch d'en suspendre la signature a été à la fin de 2013 le point de départ d'un enchaînement d'événements (les mobilisations de Maïdan, le changement de pouvoir à Kiev, l'annexion de la Crimée par la Russie et son appui aux séparatistes dans le sud-est de l'Ukraine) qui ont profondément et durablement bouleversé le pays.

Dans ce contexte, la signature en 2014 de l'accord d'association est d'abord un engagement (géo-) politique sur la voie de l'intégration européenne. A ce titre, elle s'inscrit dans la durée : depuis le milieu des années 1990, l'Ukraine a régulièrement exprimé ses aspirations à rejoindre l'UE, quel que soit son gouvernement. Mais compte tenu du contexte, la conclusion du processus d'association marque aussi une rupture : alors que l'Ukraine s'était longtemps gardée de choisir entre Bruxelles et Moscou, en raison des atteintes de la Russie à sa souveraineté, l'intégration européenne est désormais sa seule option.

L'enjeu principal, pour l'Ukraine, est de traduire cet engagement en réformes concrètes. Les implications de l'accord d'association vont bien au-delà d'un choix entre l'UE et la Russie : au fond, c'est bien d'un changement de système de gouvernance (qui mêle étroitement, depuis l'indépendance, vie politique et intérêts économiques) qu'il s'agit. Pour la société ukrainienne, et en particulier pour les citoyens qui se sont mobilisés sur la place Maïdan en 2013, l'accord d'association offre l'opportunité d'accomplir (avec l'appui de l'UE) des réformes de structure, pour mettre fin à la mainmise des oligarques sur le pays et limiter la corruption. C'est également avec des ambitions affichées de réformes que le président Porochenko a été élu en mai 2014.

Pourtant, les signaux envoyés depuis deux ans par les nouvelles autorités sont contradictoires. L'équipe au pouvoir a pris des mesures, en initiant des réformes destinées à renforcer l'indépendance de la justice et des médias ou en mettant en place des organismes de lutte contre la corruption pour réduire l'influence des oligarques dans le pays ; le président Porochenko n'a d'ailleurs pas hésité à démettre l'un d'entre eux, Igor Kolomoisky, de ses fonctions de gouverneur de la région de Dniepropetrovsk. D'autres réformes-clés ont été lancées, comme la libéralisation du marché de l'énergie ou la restructuration du secteur bancaire. Mais en dépit de ces mesures, la tâche reste inachevée, l'influence des oligarques demeure considérable et la corruption persiste à tous les échelons de l'administration, sinon aux sommets de l'Etat[7]. Les hostilités qui perdurent à l'est du pays, mais aussi la résistance au changement et la relative continuité des élites politiques expliquent ces difficultés.

Dans ce contexte, l'accord d'association (et de manière générale, le suivi exercé par l'UE) reste perçu comme un aiguillon pour la réforme de l'Etat. Mais alors que l'accord suscite des espoirs de changement à court terme après sa pleine entrée en vigueur (sur le territoire contrôlé par Kiev), l'offre de l'Union européenne se veut un instrument de transformation sur le long terme.

[7] Voir dans ce volume la figure 2, « Libertés et corruption en Eurasie », dans le chapitre rédigé par Anne de Tinguy.

Conclusion

Au total, les trois pays nouvellement associés doivent faire face à des défis considérables dans la mise en œuvre des accords d'association. Ceux-ci constituent une opportunité de transformation sans précédent pour la Moldavie et l'Ukraine, et dans une moindre mesure pour la Géorgie. Mais ils exigent des réformes coûteuses de la part d'élites souvent corrompues, dans des pays dont l'intégrité territoriale est mise à mal et dont la situation économique, encore très dépendante de la Russie, reste très fragile. Si l'Union européenne demeure un modèle attractif, sa capacité à comprendre les réalités régionales, à intégrer les perceptions des partenaires et à offrir des incitations suffisantes aux pays associés est l'une des clefs de la réception des accords d'association, et donc de leur mise en œuvre.

Au rythme du métronome russe. Les répercussions économiques de la crise en Russie dans l'espace postsoviétique

par Julien Vercueil

L'économie russe a subi entre 2014 et 2016 la plus longue période de récession qu'elle ait connue depuis les années 1990. La perte cumulée de PIB* depuis le deuxième semestre 2014 peut être estimée à près de 5 %[1]. Parallèlement, le taux de change du rouble a enregistré la plus forte chute de son histoire récente, équivalente à celle du krach de 1998. De janvier 2014 à novembre 2016, le pouvoir d'achat en euros de la monnaie russe a perdu 36 % – la chute a même atteint momentanément 50 % en janvier 2015. Les causes de cet épisode critique de relativement longue durée ont été abondamment analysées[2]. Ses effets sur les partenaires économiques de la Russie commencent aussi à faire l'objet d'études analytiques[3].

Afin de proposer une évaluation synthétique des effets de la crise économique en Russie sur son voisinage, nous nous concentrerons ici sur les pays membres de l'Union économique eurasiatique (soit l'Arménie, la Biélorussie, le Kazakhstan, le Kirghizstan), mais nous examinerons aussi ses conséquences sur d'autres économies traditionnellement liées à la Russie. Notre projet est en effet de montrer de quelle manière les facteurs à l'œuvre dans la crise russe ont également touché ses partenaires, quels en ont été les principaux canaux de transmission vers les autres pays de la région, et d'observer si d'autres phénomènes ont interféré avec la conjoncture de la Russie.

Les conséquences régionales du choc d'incertitude

A l'examen de la croissance trimestrielle de leur PIB entre janvier 2014 et avril 2016, il apparaît que la synchronisation des épisodes conjoncturels dans les pays de l'UEE* est loin d'être parfaite. Sans surprise, la seule économie dont les évolutions de court terme suivent fidèlement celles du voisin russe est la Biélorussie, dont l'économie est la plus étroitement arrimée à la Russie (voir le graphique 1). A l'inverse, l'Arménie et l'Ukraine (la première étant membre de l'UEE, la deuxième ayant rompu les ponts politiques avec la Russie suite à l'annexion de la Crimée et au conflit du Donbass) montrent des évolutions conjoncturelles

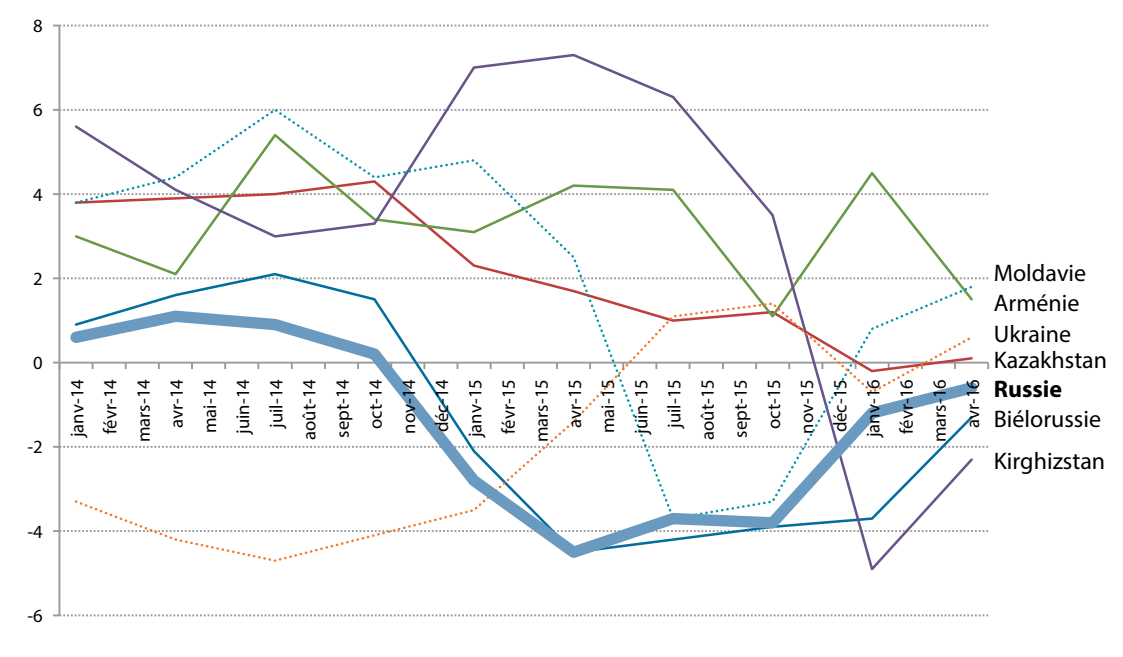
[1] Les derniers calculs publiés par Rosstat en janvier 2017 pour l'année 2015 font état d'une chute du PIB de 3 % et non plus de 3,7 %. Si cette correction était confirmée, la chute cumulée du PIB ne serait plus que de 4 %.

[2] Voir S. Guriev, « La récession russe est-elle cyclique ou structurelle ? », *in* « Regards sur l'Eurasie - L'année politique 2015 », *Les Etudes du Ceri*, n° 219-220, février 2016, pp. 11-16 (**http://www.sciencespo.fr/ceri/fr/papier/etude**) ; P. Havlik, « Russian Federation 2015. From stagnation to recession and back », *WIIW Research Report 406*, septembre 2015, et « Russian crisis and European growth : Resilient new member States infected CIS and the Baltics », *WIIW Forecast Report*, automne 2015, pp. 39-41 ; J. Vercueil, « Au risque du politique. Situation et perspectives de l'économie russe en 2015 », *in* A. Dubien (dir.), *Russie 2015. Regards de l'observatoire franco-russe*, Moscou/Paris, CCIFR/Cherche-midi, 2015, pp. 15-24, et « S'installer dans l'adversité. L'économie russe en 2015-2016 », *in* A. Dubien (dir.), *Russie. Regards de l'observatoire franco-russe 2016,* Moscou/Paris, CCIFR/Inventaire, 2016.

[3] P. Havlik, « Russian crisis and European growth », art. cité ; K. Gröne, F. Hett, « The Russian crisis and its fallout. The impact on the Eastern partnership states and Central Asia », *International Policy Analysis*, Friedrich Ebert Stiftung, avril 2015.

largement déconnectées de celles de la Russie. Si la corrélation des conjonctures appelle des explications économiques, son absence ne signifie pas nécessairement que la situation en Russie soit sans impacts. D'autres facteurs peuvent en effet avoir été simultanément à l'œuvre, masquant pour un temps les effets conjoncturels de la crise russe. Une estimation de l'exposition brute des économies de la région à la conjoncture en Russie est fournie par la Banque européenne pour la reconstruction et le développement. Elle procède en sommant les flux d'investissements directs étrangers et de transferts de revenus entrants en provenance de la Russie, les actifs des banques russes dans le pays et les exportations vers la Russie. L'exposition ainsi calculée varie de 12 % du PIB (Kazakhstan) à plus de 50 % du PIB (Tadjikistan et Biélorussie)[4].

Graphique 1
Taux de croissance trimestriels du PIB en rythme annuel
UEE, Moldavie et Ukraine (2014-2016)



Source : services statistiques nationaux, élaboration de Julien Vercueil

L'escalade du conflit ukrainien a agi comme un choc d'incertitude sur la région. Les perspectives macroéconomiques sont devenues incertaines à mesure que le niveau de conflictualité s'élevait, d'abord en Crimée, puis dans le Donbass, enfin dans les relations entre la Russie et les pays occidentaux. Ce type de choc a pour conséquence d'élever le taux d'actualisation des agents économiques – leur degré de dépréciation du futur –, raccourcissant leur horizon de décision et réduisant la propension des entreprises à investir et celle des ménages à consommer.

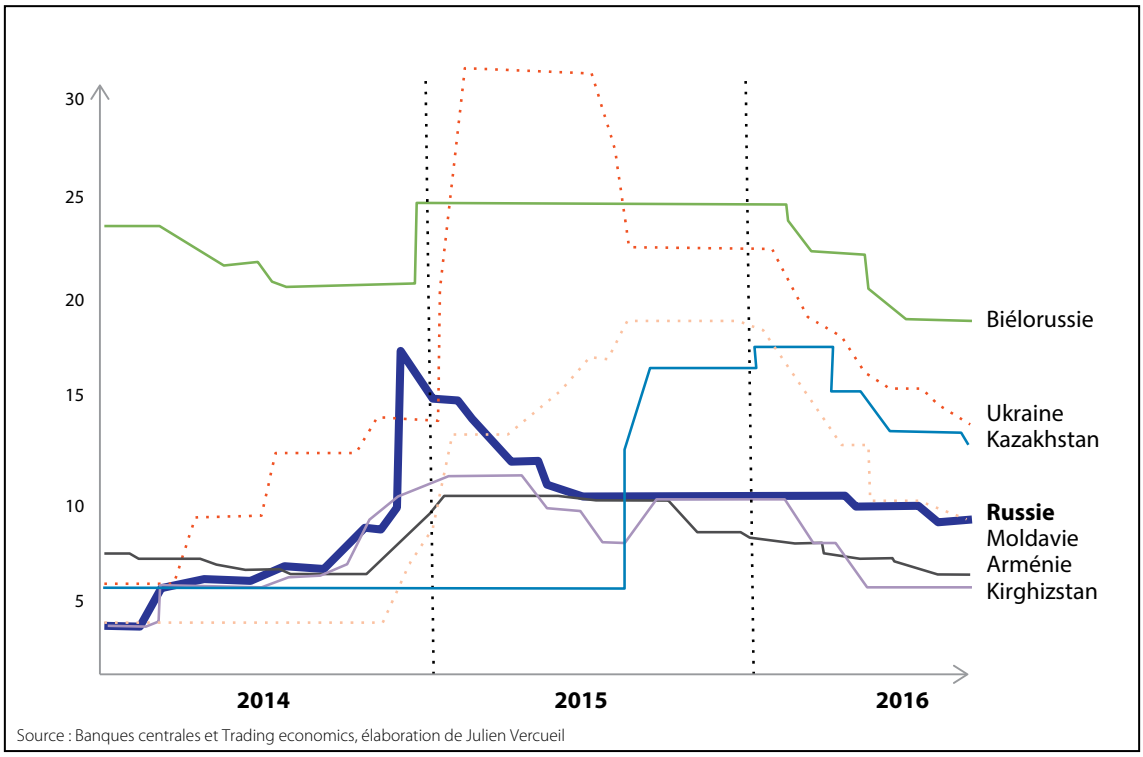
[4] BERD, « Innovation in transition », *Transition Report,* Londres, 2014, p. 108.

La première traduction observable d'un tel choc est, en règle générale, l'augmentation des sorties de capitaux, qui se traduisent après un délai de quelques jours à quelques mois – en fonction des réserves de change et de la politique monétaire du pays – par des tensions sur le marché des capitaux et des changes qui conduisent les autorités monétaires à augmenter leurs taux d'intérêt directeurs. La multiplication par deux du rythme des sorties de capitaux de Russie au deuxième trimestre de 2014 a effectivement signalé l'amorce d'un tel processus.

Les répercussions sur les taux de change, la demande et les transferts de revenus

Le graphique 2 montre la réaction des Banques centrales aux nouvelles conditions macroéconomiques. La hausse des taux directeurs, que l'on observe d'abord en Russie et en Ukraine, peut être analysée comme la contrepartie de l'augmentation du taux d'actualisation des agents, précédemment évoquée. En retour, cette hausse alimente, via le système financier, celle des taux d'intérêt et contribue aux restrictions d'accès au crédit que les agents financiers imposent aux agents non financiers. Mais il faut noter que l'augmentation de ses taux directeurs par la Banque centrale de Russie à partir de mars 2014 n'a pas empêché le déclenchement d'une véritable crise de change en décembre, précipitée par la chute des cours du pétrole intervenue entre temps. Celle-ci s'est répercutée sur les taux de tous les pays proches, sauf au Kazakhstan, qui pouvait encore à ce moment s'appuyer sur le montant de ses réserves en devises pour maintenir la crédibilité de sa monnaie. Mais il a dû se résoudre lui aussi, à

Graphique 2
Evolution des taux directeurs des Banques centrales (2014-2016)



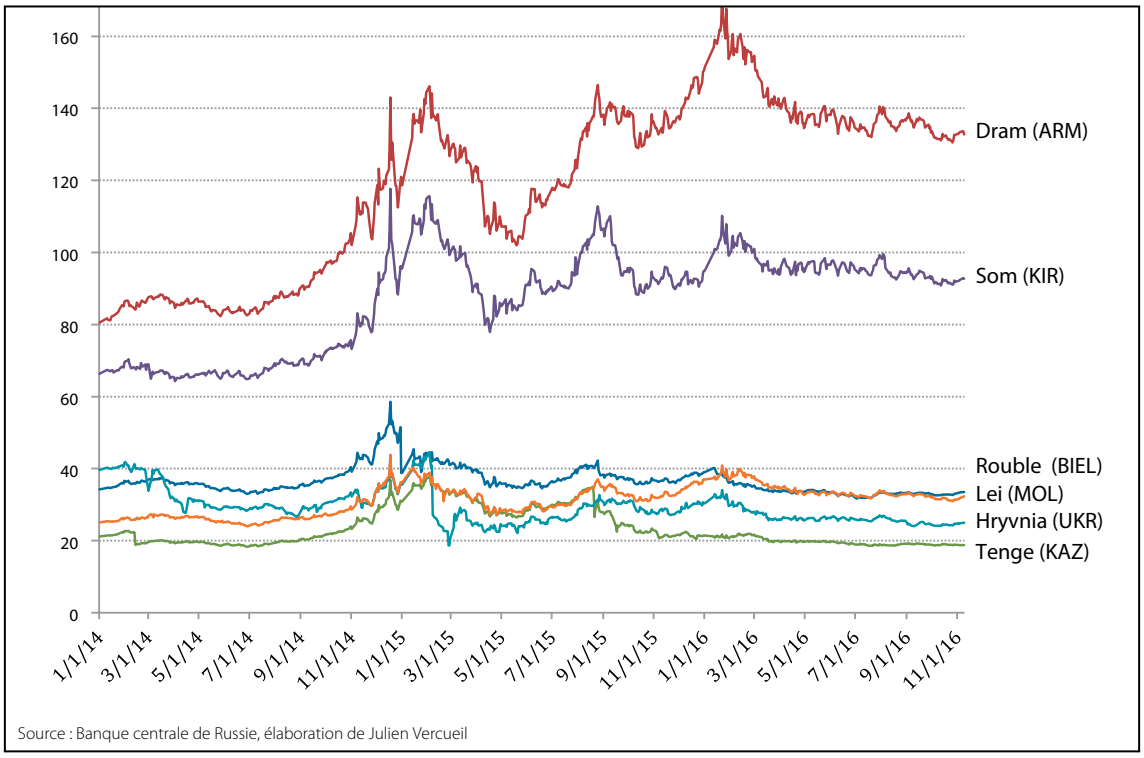
Source : Banques centrales et Trading economics, élaboration de Julien Vercueil

l'été 2015, à réviser sa politique monétaire et à augmenter ses taux. Depuis le début de l'année 2016, les Banques centrales ont pu progressivement détendre les taux d'intérêt, sans pour autant parvenir à les ramener aux niveaux antérieurs à la crise ukrainienne.

Le conflit ukrainien et la crise russe ont fortement accru la volatilité des changes en Europe orientale, dans le Caucase et en Asie centrale. Durant l'année 2014 le rouble a perdu une grande partie de sa valeur par rapport à l'ensemble des monnaies de ses partenaires de l'UEE et au leu moldave. La seule monnaie qui présente une trajectoire différente est la hryvnia ukrainienne, qui a été plus affaiblie que le rouble car la crise économique a été plus violente en Ukraine qu'en Russie. L'année 2015 s'est caractérisée par de fortes variations de change qui ont affecté toutes les monnaies de la région. Elle a été suivie d'un relatif apaisement en 2016. Bénéficiant de cours du pétrole un peu mieux orientés, le rouble russe a alors commencé à se raffermir par rapport aux autres monnaies de la région. Néanmoins, fin 2016, les taux de change du rouble russe ne sont revenus à leurs niveaux d'avant la crise que vis-à-vis du rouble biélorusse et de la tenge kazakh. De son côté, la monnaie ukrainienne a perdu près d'un tiers de sa valeur par rapport au rouble. *A contrario*, vis-à-vis des monnaies de l'Arménie, du Kirghizstan et de la Moldavie, pays importateurs de matières premières énergétiques, le rouble reste aujourd'hui situé à des niveaux très nettement plus faibles qu'auparavant (entre 20 et 40 %, voir le graphique 3).

Ces évolutions ont eu un impact sur les échanges commerciaux. L'augmentation de la volatilité des changes accroît le coût de la couverture des entreprises exportatrices et importatrices contre le risque de change, réduisant les possibilités d'échanges pour les biens et services à faible

Graphique 3
Evolution des taux de change en roubles des partenaires de la Russie (2014-2016)



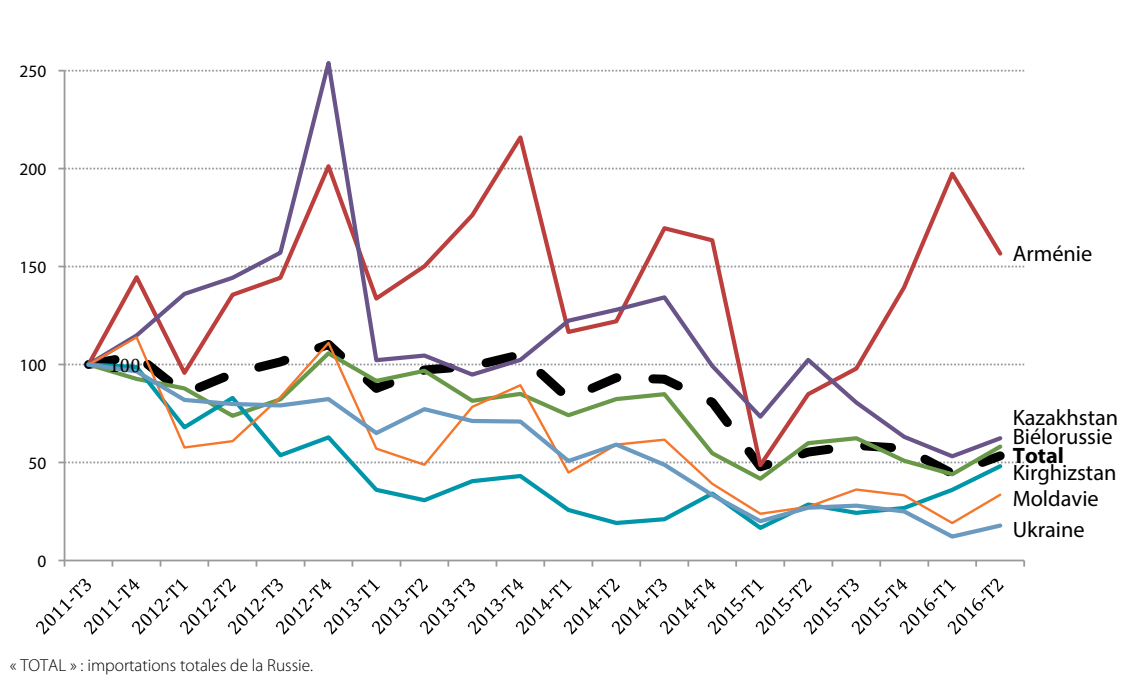
Source : Banque centrale de Russie, élaboration de Julien Vercueil

marge. Le fait que le rouble se soit nominalement déprécié a eu une autre conséquence : cela a réduit la compétitivité-prix des exportations des pays de la région vers la Russie. S'ils ont subi une inflation plus faible que la Russie, l'Arménie et le Kirghizstan ont connu une appréciation réelle de leur monnaie par rapport au rouble. La Biélorussie, dont le taux d'inflation est structurellement supérieur à celui de la Russie, est dans le même cas. L'Ukraine présente un profil d'inflation similaire à celui de la Russie, mais plus aigu et légèrement décalé dans le temps. Le retour à des taux d'inflation pré-crise s'est achevé début 2016 en Russie, tandis qu'il était plus progressif en Ukraine, créant un décalage positif pour la Russie en matière de compétitivité du change réel. Au Kirghizstan, en Moldavie et au Kazakhstan, les effets inflationnistes de la crise ont été moins problématiques qu'en Russie, ce qui explique en partie la dépréciation nominale observée pour le rouble par rapport à ces monnaies.

Combinée aux mouvements brutaux du rouble, la forte baisse de la demande intérieure russe (en cumulé sur deux ans, 10 à 15 % pour les investissements, 15 à 20 % pour la consommation finale des ménages) a également contribué à la chute des exportations des pays partenaires (voir le graphique 4). La Biélorussie dont les exportations vers la Russie représentaient 23 % du PIB en 2013, mais aussi les pays baltes – non étudiés ici – et l'Ukraine affichent tous des degrés d'exposition commerciale à la demande russe supérieurs à 5 % du PIB[5].

Par rapport à la période précédant immédiatement la crise (deuxième semestre 2013), les exportations de la Biélorussie et du Kazakhstan ont perdu entre 30 et 40 %, celles de

Graphique 4
Exportations trimestrielles de quelques pays vers la Russie
(2011-2016, en dollars, base 100 au 3e trimestre 2011)



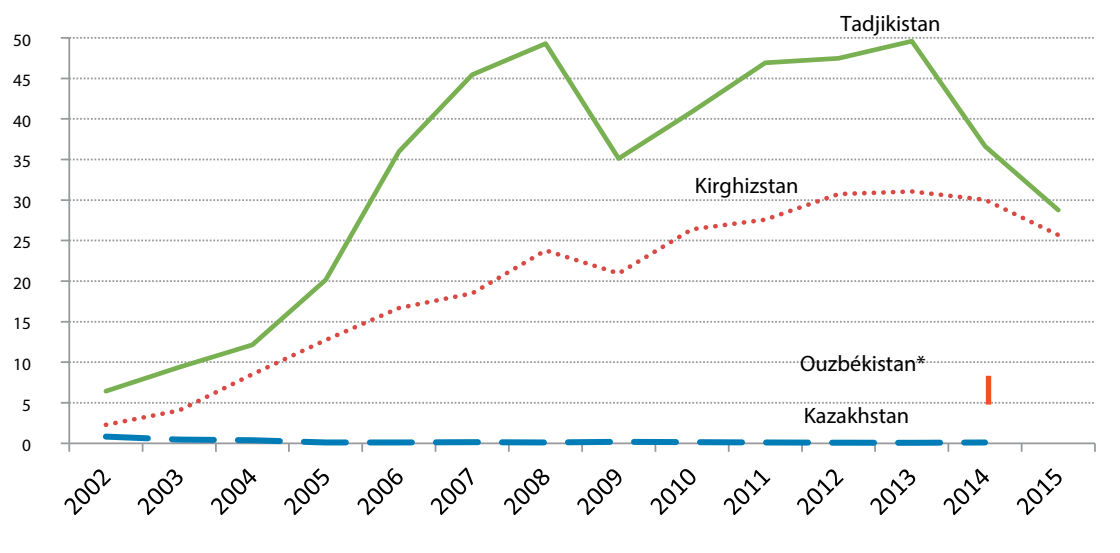
« TOTAL » : importations totales de la Russie.
Source : UN Comtrade Database, élaboration de Julien Vercueil

[5] P. Havlik, « Russian crisis and European growth », art. cité.

l'Ukraine 75 %. Parmi les petits partenaires, les exportations de la Moldavie ont chuté de 30 %, mais l'Arménie et le Kirghizstan ont conservé un volume globalement inchangé, voire en légère augmentation, en dépit de l'appréciation réelle de leur taux de change depuis 2014. Si l'on tient compte de la chute de plus de 40 % du volume global des importations de la Russie durant ces dernières années, ces données font donc état d'un mouvement réel de réorientation de la demande russe vers ces deux nouveaux partenaires de l'Union économique eurasiatique. Il faut également observer que pour certains pays, la rupture de tendance des exportations vers la Russie a eu lieu avant le déclenchement de la crise en Russie. Pour tous sauf pour le Kazakhstan et l'Arménie, le repli des exportations était observable dès 2012. Parmi eux, l'Ukraine et la Moldavie ont été touchées par un durcissement des procédures douanières à l'importation en Russie, perceptible dès cette période et qui est allé croissant en 2013. Ces obstacles ont contribué à la contraction de leurs exportations.

L'Asie centrale a également été touchée par la chute des revenus des transferts des travailleurs migrants en Russie. Le graphique 5 montre l'évolution, sur une douzaine d'années, des statistiques officielles. Ces chiffres sous-estiment les montants réels, qui ne transitent pas tous par les organismes de transferts officiels. Ils montrent néanmoins leur importance pour certains pays de la région. La forte chute constatée à partir du déclenchement de la crise en Russie correspond à une perte nette de revenus de 5 à 20 % du PIB pour les plus vulnérables d'entre eux (Kirghizstan et Tadjikistan). Pour l'Arménie, la chute des transferts en provenance de Russie a atteint plus de 40 % en 2015, et 15 % supplémentaires au premier semestre de 2016[6].

Graphique 5
Transferts de revenus (en provenance de la Russie) en % du PIB des pays d'Asie centrale



Source : données Banque mondiale (2016) sauf * (estimations de Julien Vercueil)

[6] Eurasian Development Bank, « EAEU countries : Growth after adaptation ? », *EDB Macroreview*, juillet 2016.

Conclusion

Les canaux de transmission de la crise russe au voisinage sont multiples : tour à tour, le niveau d'incertitude sur la situation géopolitique, la hausse des taux d'intérêt, les variations brutales de taux de change, la chute de la demande et la baisse des revenus de transferts ont perturbé la conduite de la politique conjoncturelle des économies des Etats postsoviétiques. D'autres canaux n'ont pas été étudiés ici : la réduction des flux de capitaux, notamment par le biais du comportement des filiales des banques russes à l'étranger, ou par celui de l'annulation de projets d'investissement d'industriels russes, a contribué elle aussi au tassement de l'activité dans ces pays.

Il faut également rappeler que la situation économique des Etats de la région est influencée par d'autres paramètres que le seul « facteur russe » : en Asie centrale, l'influence économique de la Chine n'a cessé de se renforcer, diminuant l'impact relatif des évolutions en Russie. Pour les pays exportateurs d'hydrocarbures (Kazakhstan, Turkménistan), ou d'autres matières premières (l'or pour le Kirghizstan par exemple), les variations des volumes et des prix des exportations restent déterminantes pour la conjoncture. L'Union européenne, partenaire majeure de tous ces pays, influence également leur conjoncture, par ses investissements comme par ses exportations et ses commandes.

Néanmoins, l'éventualité d'un redressement en 2017 de la situation économique en Russie est porteuse de perspectives positives pour ses voisins. La Biélorussie sentirait la première les effets d'une éventuelle reprise russe. A terme, l'ensemble de la région, y compris l'Ukraine, en serait bénéficiaire. Le rétablissement de l'investissement, le redressement de la consommation et la remise en fonctionnement des capacités de production inemployées en Russie seraient synonymes de commandes et de distribution de revenus pour les entreprises et les ménages des pays voisins. Du fait de sa taille (près des trois quarts du PIB régional) et en dépit des conflits qui émaillent sa relation politique à son voisinage, l'économie de la Russie reste le métronome économique de la région.

Les conflits « gelés » et/ou non résolus sont-ils insolubles ? Les cas du Karabakh et de l'Abkhazie

par Aude Merlin

En avril 2016, la guerre dite « des quatre jours » qui a éclaté au Karabakh et à la frontière arméno-azerbaïdjanaise est venue rappeler à quel point le conflit entre Azéris et Arméniens, que d'aucuns définissaient comme « gelé », ne l'était pas. Cette guerre-éclair, qui aurait fait près de trois cents victimes[1], souligne la situation d'instabilité et de « ni guerre, ni paix » qui prévaut depuis le cessez-le-feu de 1994 : entre cette date et 2016, les victimes se sont comptées en milliers.

En 2016 toujours, le 16 novembre, le Conseil de la Fédération de Russie a ratifié l'accord sur la mise en place d'un contingent armé commun avec l'Abkhazie, suite à la signature en novembre 2014 d'un accord de partenariat stratégique russo-abkhaze.

Ces deux événements témoignent, en miroir, de situations très différentes : le conflit semble pouvoir s'embraser à tout moment au Karabakh, tandis qu'il paraît « figé » en Abkhazie, du fait du rapport de forces militaires et de l'insertion de l'Abkhazie dans l'espace sécuritaire russe après la reconnaissance par la Russie en 2008 de son indépendance. Ces deux conflits dits « gelés » trouvent leurs ressorts, comme ceux d'Ossétie du Sud et de Transnistrie, dans la double conjonction d'une histoire spécifique de la construction ethnoterritoriale à l'époque soviétique, et des tentatives de la Russie postsoviétique de rétablir une influence sur ses voisins de l'« étranger proche », en jouant opportunément sur les séparatismes internes aux nouveaux Etats indépendants. En Géorgie, le conflit abkhaze a été précédé du conflit sud-ossète, selon un scénario tout à fait voisin[2], et Tskhinvali appartient également aujourd'hui à l'espace de sécurité russe, séparé de la Géorgie par des barbelés. En Moldavie, la Transnistrie, bande territoriale peuplée d'une majorité de Russes et d'Ukrainiens, échappe au pouvoir de Kichinev depuis le conflit de l'été 1992, et continue d'héberger la 14e armée russe[3].

De la politique soviétique des nationalités à l'éclatement des conflits

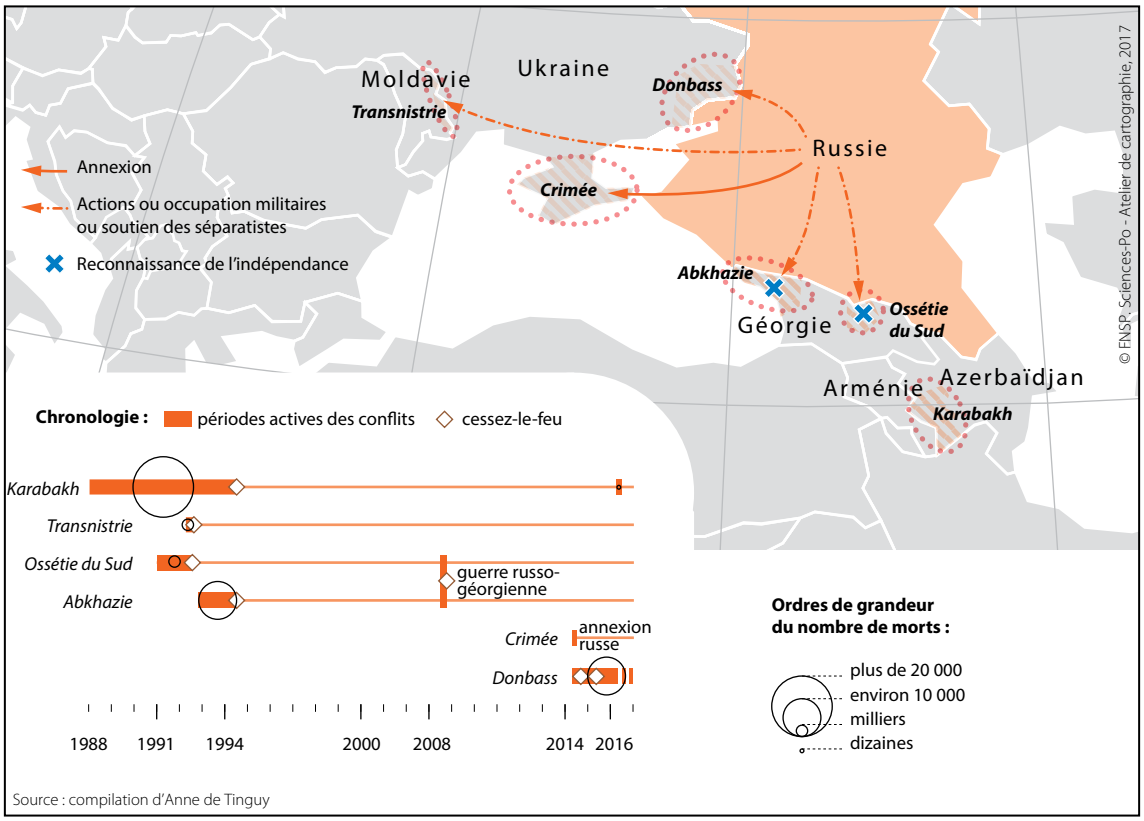
Les causes de ces conflits qui ont éclaté à la fin des années 1980 et au début des années 1990 se recoupent largement. La politique soviétique des nationalités et la logique d'emboîtement des territoires dits « autonomes » au sein de Républiques de l'Union

[1] Les estimations sont diverses. Côté arménien, on parle d'une centaine de morts. Côté azerbaïdjanais, les chiffres varient, mais semblent selon les sources d'au moins deux cents, voire plus.

[2] T. Gordadzé, « L'Empire contre l'Etat-nation. L'Ossétie du Sud au cœur du conflit russo-géorgien (1922-2008), *in* A. Merlin, S. Serrano (dir.), *Ordres et désordres au Caucase*, Editions de l'Université de Bruxelles, Bruxelles, 2010 (**http://digistore.bib.ulb.ac.be/2012/i9782800414904_000_f.pdf**).

[3] Voir notamment S. Fischer (dir.), « Not frozen ! The unresolved conflicts over Transnistria, Abkhazia, South Ossetia and Nagorno-Kabarakh in light of the crisis over Ukraine », *SWP Research Paper*, German Institute for International and Security Affairs, Berlin, septembre 2016 (**https://www.swp-berlin.org/fileadmin/contents/products/research_papers/2016RP09_fhs.pdf**).

Conflits dits gelés et/ou non résolus dans « l'étranger proche » de la Russie



contenaient les germes des revendications nationales qui se sont exprimées dès que la perestroïka a été amorcée. Les élites et les populations d'Abkhazie et du Karabakh ont tenté, à l'instar de celles de Géorgie et d'Azerbaïdjan, de saisir cette opportunité, proclamant leur souveraineté respective, et ces mobilisations croisées sont rapidement entrées en opposition. Traumatismes passés et ressentiments historiques sont venus à l'appui des revendications : dans le cas abkhaze, la politique de « géorgianisation » démographique et linguistique menée à partir des années 1940 a été largement invoquée, reléguant au second plan l'évocation de la conquête tsariste au XIXe siècle et ses conséquences pour le peuple abkhaze. Dans le cas du Karabakh, l'intégration de cette entité autonome au sein de l'Azerbaïdjan en 1921, suivie d'une politique de peuplement azéri, n'a jamais été acceptée et a donné lieu à la revendication du rattachement à l'Arménie à partir de 1988. Dans les deux cas, les mobilisations ont pris un tour très communautaire, clivant les peuples.

C'est ainsi que, sur fond d'épisodes d'une grande violence, le « vivre ensemble » est devenu très difficile, voire impensable, l'approche « ethnicisante » de l'autre transformant des voisins en ennemis dans de très nombreux cas, sous l'œil de Moscou qui jouait, à travers sa politique du *divide et impare*, un rôle tantôt de pyromane, tantôt de pompier. L'ambiguïté de Moscou – qu'il s'agisse de l'intervention soviétique aux côtés de

l'Azerbaïdjan dans le cadre de l'opération Anneau[4] en 1991, puis du soutien russe postsoviétique aux forces arméniennes, et aux séparatistes abkhazes – a eu des conséquences décisives sur l'issue militaire des conflits, tout en lui garantissant une place centrale dans le jeu. En témoignent son rôle dans les négociations de cessez-le-feu ou la mise en place de forces russes de maintien de la paix en Abkhazie, restées sur place et renforcées après 2008 dans le cadre du partenariat « interétatique ». En outre, les Etats géorgien, azerbaïdjanais, moldave, qui n'envisageaient pas d'intégrer la CEI* de prime abord, y ont adhéré en 1993, au vu du rapport de forces qui leur était défavorable, incarné par l'issue militaire des conflits séparatistes.

Des conflits non éteints, des négociations bloquées

Les conséquences de ces conflits ont été lourdes et multiples. Aux pertes humaines – près de 20 000 morts pour le conflit du Karabakh, environ 8 000 pour l'Abkhazie – se sont ajoutés les flux massifs de réfugiés et de déplacés. 724 000 Azéris ont été contraints de quitter le Karabakh et les territoires adjacents occupés par les forces arméniennes. Plus de 250 000 Géorgiens ont dû fuir l'Abkhazie pour se réfugier dans d'autres régions de Géorgie. 413 000 Arméniens ont dû quitter l'Azerbaïdjan. Une monoethnicisation des territoires est donc à l'œuvre.

Ces conflits sont souvent définis comme asymétriques, dans la mesure où ils opposent, après 1991, deux protagonistes de statuts non égaux : une entité non reconnue internationalement et un Etat « officiel ». En outre, dans les deux cas, l'issue militaire, en faveur des forces séparatistes, influe sur les modalités de négociation des cessez-le-feu et produit des effets politiques à long terme. Sur le plan territorial, les forces arméniennes, depuis leur victoire militaire, contrôlent la quasi-totalité du territoire qui était celui de l'entité autonome du Karabakh (92 %), mais aussi, en partie ou totalement, sept districts adjacents situés sur le territoire azerbaïdjanais. Dans le cas de l'Abkhazie, la totalité de l'ancienne entité autonome est sous le contrôle de Soukhoumi, qui a pris la vallée de Kodori pendant la guerre d'août 2008.

Ces victoires militaires abkhaze et arménienne procèdent d'une combinaison de facteurs alliant forte détermination des combattants, aides extérieures parfois décisives[5], fragilité des nouvelles armées azerbaïdjanaise et géorgienne. Elles sont vécues par les populations des entités séparatistes comme l'incarnation d'une libération nationale devant faire l'objet d'une vigilance d'autant plus grande que les cessez-le-feu n'ont pas été suivis d'accords de paix. Alors que Soukhoumi et Stepanakert refusent de se soumettre à l'ordre politique de Tbilissi et Bakou, ces dernières réaffirment à chaque occasion la violation du droit

[4] L'opération Anneau est une intervention militaire conjointement menée par les forces soviétiques et des OMON azerbaïdjanais au Karabakh, qui vise à vider de leurs habitants les villages arméniens du district de Chaoumian, et tente de désarmer les combattants arméniens. Elle marque le passage à un conflit armé de grande ampleur. Voir T. Papazian, *L'Arménie à l'épreuve du feu. Forger l'Etat à travers la guerre,* Paris, Karthala, 2016.

[5] Voir notamment S. Serrano, *Géorgie, sortie d'empire*, Paris, CNRS Editions, 2007, pp. 108-113.

international que serait une reconnaissance des entités sécessionnistes, en appelant au principe de souveraineté de leur Etat dans les frontières reconnues par la communauté internationale. Ces conflits se trouvent ainsi marqués par un antagonisme de principes : l'intégrité territoriale des Etats reconnus par la communauté internationale d'une part, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes de l'autre.

Le blocage est donc massif : des Etats, *de facto* autoproclamés sur fond d'un *statu quo* territorial et politique, arborent emblèmes, drapeaux nationaux, armoiries et mettent en place Constitutions, référendums, élections internes, dessinant ainsi les contours d'une vie politique qui se développe en dehors de toute reconnaissance internationale. La glorification de la victoire militaire et de la rhétorique indépendantiste est un élixir puissant qui maintient les sociétés abkhaze et karabakhtsie en état d'alerte.

Si les négociations de 1994, menées sous médiation russe[6], ont contribué à faire taire la violence, elles n'ont pas mis fin au conflit du Karabakh, ni empêché que des violences sporadiques secouent l'Abkhazie à plusieurs reprises entre 1994 et 2008. La méthode, comme l'objectif à atteindre, sont sources de paralysie. Dans le cas du Karabakh, à la proposition de l'OSCE* en 1996 (respect de l'intégrité territoriale de l'Azerbaïdjan, et en son sein autonomie maximale pour le Karabakh) refusée par l'Arménie, ont succédé en 1997 celle de la « résolution globale », privilégiée par l'Arménie mais repoussée par les autorités du Karabakh, et la même année celle de la méthode « par étapes », ayant les faveurs de l'Azerbaïdjan, qui prévoyait de régler une série de conditions – retrait des forces arméniennes des territoires limitrophes à l'exception de la province de Latchine, retour des déplacés, levée des embargos économiques – avant d'aborder la question du statut final[7]. Ces exemples montrent bien les lieux de blocage, que l'on retrouve dans le cas de l'impasse géorgiano-abkhaze[8] : la question du retour des personnes déplacées et/ou de l'intégrité territoriale est posée comme préalable par les Etats, tandis que celle du statut est brandie par les autorités séparatistes. Dans le cas du Karabakh, les « principes de base » de Madrid émis en 2007 par l'OSCE ont tenté de transcender l'opposition entre méthode globale et méthode par étapes, mais sans succès. La reconnaissance par la Russie de l'indépendance abkhaze en 2008 a quant à elle figé une situation qui, si elle suscite parfois des méfiances au sein des élites abkhazes vis-à-vis de Moscou, obère toute négociation ultérieure. Le différend politique est sclérosé en un *statu quo* matérialisé par la présence de 5 000 militaires russes et la construction de nouvelles infrastructures militaires russes ou conjointes russo-abkhazes[9].

---

[6] A. de Tinguy, « La Russie en Transcaucasie : chef d'orchestre ou médiateur ? » *in* M.-R. Djalili (dir.), *Le Caucase post-soviétique : la transition dans le conflit*, Bruylant, Bruxelles, 1995, pp. 145-168.

[7] T. Huseynov, « Haut-Karabagh : nouveaux paradigmes pour la paix et le développement », *in* A. Merlin, S. Serrano (dir.), *Ordres et désordres au Caucase*, *op. cit*.

[8] Sur l'historique des négociations, voir C. Francis, *Conflict Resolution and Status. The Case of Georgia and Abkhazia* (1989-2008), Anvers, VUBPress (**http://abkhazworld.com/aw/Pdf/Conflict_Resolution_and_Status_Publication_version_2011.pdf**).

[9] Observations de terrain, Abkhazie, novembre 2013, janvier 2015.

Le *statu quo* : ressource (géo)politique, économique, militaire et symbolique

Qu'il s'agisse de l'Abkhazie ou du Karabakh, ONG* et *think tanks* répètent qu'une résolution des conflits est très improbable à court et moyen terme, et que la voie qui reste est celle d'une « transformation » des conflits via la restauration, hypothétique, de la confiance entre les sociétés. La guerre d'avril 2016, stoppée dans sa phase aiguë par une médiation russe, n'en a pas moins rappelé l'ambiguïté du Kremlin qui a massivement livré des armes à l'Azerbaïdjan – l'équivalent de 3 milliards de dollars d'équipement ont été acquis en 2015, soit une augmentation de 165 % des investissements militaires par rapport à 2006[10] – tout en maintenant l'Arménie dans son giron sécuritaire.

Le champ géopolitique caucasien peut se décomposer en plusieurs cercles concentriques. Les visions post-guerre froide qui ont présidé à la lecture d'un Caucase repositionné sur le marché des influences après l'effondrement de l'URSS, ont un temps privilégié une lecture dessinant une « croix caucasienne », qui opposait un axe Washington-Ankara-Tbilissi-Bakou à un axe Moscou-Erevan-Téhéran. Elles font état d'une géopolitique têtue : la guerre russo-géorgienne et la reconnaissance par Moscou de l'indépendance abkhaze ont ainsi pu être analysées comme la mise en œuvre du projet russe d'empêcher toute accession de la Géorgie à l'OTAN*[11]. Le tropisme sécuritaire adopté, de gré ou de force, par l'Arménie dans le sillage de Moscou, témoigne d'une dépendance accrue d'Erevan et, partant, de Stepanakert vis-à-vis de la Russie. Simultanément, les relations russo-azerbaïdjanaises ne sont pas en reste, comme l'a montré l'achat massif d'armes russes par Bakou, utilisées en grande quantité durant la guerre d'avril, et la lenteur dont a fait preuve Moscou pour tenter de protéger son affidé arménien. Les rancœurs vis-à-vis de la Russie se sont exprimées à Erevan, sans que ni l'Arménie ni le Karabakh ne puissent pour autant envisager une quelconque alternative en terme de patronage sécuritaire, face à l'indéfectible soutien d'Ankara à Bakou. Le *statu quo* offre donc la possibilité aux puissances régionales environnantes d'exercer des pressions sur leurs protégés locaux et de préserver des débouchés économiques, pour leur industrie militaire notamment.

A un autre niveau, il fournit une ressource politique. Certains observateurs ont souligné le caractère opportun de la reprise des hostilités en avril 2016 pour Bakou, qui était confronté à une baisse des prix des hydrocarbures sur le marché mondial et à des mouvements sociaux[12] : la reprise de deux morceaux de territoire en avril 2016, certes petits, s'est inscrite dans une rhétorique patriotique de revanche par rapport à 1994 et au *statu quo* qui perdure depuis.

---

[10] International Crisis Group, « Nagorno-Karabakh : new opening, or more peril ? », *Europe Report*, n° 239, 4 juillet 2016 (**https://www.crisisgroup.org/europe-central-asia/caucasus/azerbaijan/nagorno-karabakh-new-opening-or-more-peril**).

[11] L'annexion de la Crimée en mars 2014 s'inscrit dans la même dynamique : affaiblir Kiev et empêcher, opportunément, une éventuelle accession de l'Ukraine à l'OTAN, tout en envoyant un message politique fort à la société civile et à l'opposition politique russes.

[12] T. de Waal, « Azerbaijan at twenty-five : A new era of change and turbulence », 23 septembre 2016 (**http://carnegieeurope.eu/2016/09/23/azerbaijan-at-twenty-five-new-era-of-change-and-turbulence-pub-64671**).

Conclusion

Vingt-cinq ans après l'effondrement de l'URSS, l'espace postsoviétique est toujours travaillé par des conflits dits gelés dans les Etats immédiatement voisins de la Russie. Cette dernière est parvenue à obtenir un regain d'influence sur ceux de ses voisins tentés par un tropisme occidental et/ou une émancipation vis-à-vis de sa tutelle. En même temps, ces conflits ont une réalité sociale, économique et politique au niveau local, où se déploient des logiques endogènes qui font de chacun un cas singulier. Ils invitent à réinterroger les dynamiques sociales, le degré d'aliénation entre les peuples concernés, et les effets produits sur le long terme par des conflits non réglés, qu'il s'agisse de l'économie ou du rapport des élites à leur société respective. Ils soulignent aussi l'incapacité des acteurs extérieurs comme l'Union européenne à influer sur leur résolution, et renvoient invariablement à une analyse de l'histoire soviétique et de ses conséquences, à commencer par le rôle de Moscou et la façon dont les élites russes perçoivent la clé de l'influence de leur pays dans ce qu'on appelle, depuis 1992, « l'étranger proche ».

Deuxième partie

L’Eurasie en perspective

Vingt-cinq ans de changements politiques en Russie : les attraits imprévus d'un modèle impérieux

par Françoise Daucé

Le 18 septembre 2016, dans la petite ville de Kansk, à quatre heures de route de Krasnoiarsk, au cœur de la Sibérie, un peu plus de 30 % des électeurs ont participé aux élections à la Douma fédérale et à la Douma régionale. Parmi eux, 41 % ont voté pour le parti du pouvoir, Russie unie, les autres ont donné leur voix au parti communiste ou au LDPR nationaliste. Dans cette petite ville sibérienne, 13 % seulement des inscrits ont donc voté expressément pour le parti du président Poutine. Les partis libéraux et démocrates (Iabloko et Parnas) ont obtenu moins de 2 % des voix. Au niveau fédéral, les résultats consolidés du scrutin ont offert à Russie unie la majorité constitutionnelle à la Douma (plus des deux tiers des sièges), confirmant l'emprise du pouvoir sur la vie politique russe. Au regard des espoirs portés par les changements en URSS il y a vingt-cinq ans, la déception est grande chez les tenants de la démocratie et du libéralisme. L'autoritarisme conservateur et patriotique semble l'avoir définitivement emporté sur le pluralisme et les libertés des citoyens. Au sein des quinze anciennes Républiques soviétiques, le cas de la Russie semble paradigmatique de cette évolution à rebours des réformes du début des années 1990. Pour l'expliquer, deux thèses convergent. La première voit dans cette trajectoire un atavisme autoritaire ancré dans l'histoire soviétique (voire impériale) pour expliquer ce re-jeu illibéral. La seconde souligne l'évitement du politique chez les citoyens russes. D'après Lev Goudkov, directeur du centre Levada :

> « Les résultats des sondages montrent le désintérêt des citoyens pour les élections. Seuls les fonctionnaires et les retraités, qui sont dépendants du pouvoir et sous pression permanente, participent au processus électoral. De plus, les partis n'ont pas un accès équitable aux médias. »[1]

Pourtant, le fait de se cantonner aux standards néosoviétiques ou aux paradigmes de la passivité ne peut dissimuler la complexité des réalités sociales qui fondent les dynamiques politiques en Russie et dans les autres Etats qui ont succédé à l'URSS. Depuis les années 1970, la société soviétique puis russe est complexe, profondément travaillée par les évolutions multiples qui interrogent le monde contemporain. Au début des années 1990, la Russie a adopté un ensemble de réformes politiques et économiques inspirées des modèles électoraux et de la concurrence marchande des Etats occidentaux. Cette thérapie brutale imposée alors a été décriée et détestée par la majorité de la population mais elle a profondément complexifié les représentations et les réalités sociales et politiques. Si le pouvoir revendique désormais un gouvernement vertical des conduites, il faut certes le prendre au sérieux mais voir aussi de quoi est fait concrètement cet exercice dans un environnement différencié et connecté[2].

[1] **http://kommersant.ru/doc/3105794**

[2] F. Daucé, *Etre opposant dans la Russie de Vladimir Poutine*, Lormont, Le Bord de l'eau, 2016.

Des emprises politiques multiples

L'année 2000 constitue sans nul doute un tournant dans l'histoire politique de la Russie postsoviétique. L'élection de Vladimir Poutine à la tête de la Fédération a conduit à la construction progressive d'un régime monopolistique et non alternatif, fondé sur la popularité du Président. Ce tournant politique a trouvé sa légitimité dans la dénonciation du chaos des folles années 1990 et dans la remise en ordre verticale du pays. Si le narratif politique est cohérent, les pratiques qui l'accompagnent le sont souvent moins. L'exercice du pouvoir s'appuie sur un assemblage divers et multiple de pratiques administratives à la fois coercitives et floues. Au niveau central, les analystes ont l'habitude de différencier les cercles les plus durs et réactionnaires du pouvoir et les groupes plus modérés voire libéraux. Les réseaux étatistes et conservateurs sont incarnés par les représentants des ministères de force (de l'Intérieur, de la Défense) et des services de sécurité, et au niveau régional par des figures violentes et extrêmes comme celle de Ramzan Kadyrov en Tchétchénie. Des gestionnaires plus libéraux administrent les affaires économiques et financières du pays. Cette double réalité est fortement imbriquée et permet une coexistence de l'oppression et de la négociation dans l'action exécutive. L'affirmation conservatrice de l'Etat en réponse aux traumas des années 1990 s'accommode aussi d'emprunts à la pensée néolibérale de cette même période. L'idée du marché traverse les sphères administratives et politiques, usant tant de la contrainte que des effets régulateurs de la concurrence dans un cadre ouvert aux échanges. Les organes centraux montrent ainsi leur capacité à moderniser leur action par la réforme de ses principes de management. Les politiques mises en œuvre depuis le début des années 2000 traduisent bien cette double aspiration. Si la coercition s'exerce par la violence et des interdictions fondées sur la norme, elle s'appuie aussi sur l'inculcation de conduites nouvelles qui s'articulent au marché ou au progrès technique.

Cette multiplicité favorise la constitution d'emprises politiques diverses. Dans la petite ville de Kansk, évoquée en introduction, le candidat local du parti Russie unie est aussi un gros entrepreneur de la ville qui possède le complexe commercial le plus attractif du district. Les habitants y trouvent matière à consommer dans les boutiques qui offrent les derniers modèles de la mode *made in China*, à se restaurer dans les *fast-foods* et les cafés sous franchise, voire à danser dans son *night-club* Gorod. Lors des élections, des banderoles à la gloire de Russie unie accueillaient les visiteurs à l'entrée de la galerie marchande. Cette imbrication des emprises politiques et économiques offre des modalités diverses d'appui pour les autorités locales. Elle donne à voir une société différenciée et active, diversement impliquée dans le soutien au pouvoir en place. Ce dernier tente d'agréger ses soutiens autour de grands narratifs patriotiques fondés sur la thématique de la renaissance nationale. Des programmes gouvernementaux d'« Education patriotique des citoyens de la Fédération de Russie » ont été adoptés pour favoriser partout la glorification du pays, de sa grandeur et de sa singularité. Les symboles patriotiques se sont ainsi imposés dans l'espace public (célébrations des victoires militaires, hommages au drapeau, distribution de rubans de Saint-Georges...). Les médias ont relayé les programmes éducatifs de l'Etat, notamment à la télévision et au cinéma. Les personnes et les groupes sociaux s'approprient diversement ces injonctions, depuis les mouvements les plus engagés pour la gloire du

pays jusqu'aux citoyens les plus détachés de la parole officielle. En 2014, après la période d'opposition liée à la réélection contestée de Vladimir Poutine, l'annexion de la Crimée est venue renforcer l'unité nationale face à un Occident perçu comme hostile.

Des critiques sociales ordinaires

Face à cette construction politique syncrétique, l'expression d'une parole politique alternative est souvent empêchée ou inaudible, laissant croire à une société du « désintérêt », qui renoncerait au débat et à la participation publique, notamment lors des élections. De fait, les taux de popularité du président Poutine sont particulièrement élevés (oscillant entre 60 et 80 % d'opinion favorable), ce qui laisse conclure à la force du consensus national autour du pouvoir exécutif. Pourtant, si ce soutien affiché au chef de l'Etat témoigne d'un souci de stabilité, la formulation de critiques n'est pas absente au quotidien. Les dysfonctionnements des hôpitaux, le problème de la corruption, le prix des produits alimentaires dans les magasins ou les atteintes à l'environnement alimentent la critique ordinaire et débouchent parfois sur des mobilisations locales. A Kansk toujours, le candidat du parti communiste, qui récolte 24 % des voix, dénonce avec vigueur le poids des charges locales (prix de l'électricité, du gaz, de l'eau…) qui pèsent lourdement sur les habitants, et mène campagne sous le slogan « Arrêtons le terrorisme communal ! ». L'agrégation des mécontents est difficile mais les manifestations organisées en 2011 et 2012 pour protester contre la falsification des scrutins législatifs de décembre 2011 et présidentiel de mars 2012 ont montré la possible émergence de coalitions protestataires. Elles se sont inscrites dans un processus de renforcement des mobilisations civiques locales et des protestations sociales de proximité depuis le milieu des années 2000. Les engagements dans des causes de proximité viennent nourrir des prises de parole publiques pour défendre les intérêts des citoyens. L'opposition la plus visible est traditionnellement incarnée par les partis libéraux et démocrates mais les manifestations de 2011 et 2012 ont montré la diversification des mouvements protestataires, agrégeant tant des socialistes libertaires que des nationalistes xénophobes et des sociaux-démocrates.

Si la violence et la répression caractérisent la politique du gouvernement à l'égard de l'opposition « hors système », des modalités plus transverses d'appropriation des formes innovantes et alternatives de la critique montrent la capacité des dirigeants à prendre en compte et à coopter les formes alternatives même s'ils en rejettent le contenu. Ainsi, les manifestations de 2011 et 2012 ont été suivies d'un tournant répressif sévère (arrestations, jugements, durcissement de la législation…) mais aussi d'une appropriation administrative des critiques acceptables. Dans le monde associatif, le militantisme est paradoxalement encadré par l'Etat lui-même[3]. En organisant des forums civiques, des chambres sociales (aux niveaux fédéral et régional), des programmes de subvention, le gouvernement mobilise des thématiques et des modalités d'action issues de la société civile pour organiser sa coopération avec les associations. Ces dernières vivent une tension permanente entre le développement de la coercition administrative et l'injonction à coopérer. En 2013, l'adoption de la loi sur les agents de l'étranger

[3] F. Daucé, *Une paradoxale oppression. Le pouvoir et les associations en Russie*, Paris, CNRS Editions, 2013.

a constitué une réponse coercitive à la crainte des mobilisations protestataires de la société civile. Mais les subventions présidentielles accordées aux organisations non gouvernementales par l'Etat russe permettent de les mettre en concurrence pour l'obtention des fonds publics.

Un modèle politique surinvesti

La trajectoire à rebours de la Russie suscite tant l'inquiétude que la fascination de ses partenaires. La complexité des arrangements ordinaires du pouvoir et de la société s'efface souvent derrière des métanarratifs qui clivent les acteurs politiques internationaux. L'Etat russe a élaboré un discours conservateur et traditionnaliste qui se pose en alternative vis-à-vis du monde globalisé incarné par les Etats-Unis. Il entend représenter l'ordre et la stabilité face à des Etats dénoncés pour leur décadence morale, leur chaos démocratique ou leur impuissance politique. Le modèle russe fascine les partis et les mouvements qui défendent des projets patriotiques, illibéraux ou conservateurs. A l'inverse, il inquiète les défenseurs des droits de l'homme et les partisans des valeurs universelles et de la globalisation. Dans l'espace postsoviétique, le modèle russe travaille fortement les scènes politiques des nouveaux Etats indépendants, dans un sens ou dans l'autre. Les événements d'Ukraine de 2014 sont venus illustrer ce clivage profond, entre appartenance européenne et loyauté russe, qui s'est transformé en lignes de démarcation géographique privant les autorités kiéviennes de leur souveraineté sur la Crimée et les territoires de l'est du pays. En 2016, les succès électoraux de candidats favorables à la Russie en Moldavie et en Bulgarie ont montré la force d'attraction de ce modèle tandis que les inquiétudes dans les Etats baltes illustrent la méfiance qui se développe face à la trajectoire russe. En Biélorussie, paradoxalement, l'annexion de la Crimée suscite des stratégies de prise de distance vis-à-vis de la Russie et de rapprochement de l'Union européenne sans remise en cause de la domination du président Loukachenko sur la vie politique locale. Sans préjuger des effets à long terme de ces réorientations, ces cas montrent les tensions contradictoires suscitées par la politique russe chez ses voisins. Dans le monde occidental, le rapport au Kremlin est tout aussi contrasté. S'il trouve des soutiens du côté des partis nationalistes et conservateurs, qui défendent une pensée antisystème, anti-intellectuelle et antimodernité souvent convergente avec celle élaborée dans les cercles moscovites, il suscite l'opposition inquiète des partisans de la démocratie marchande.

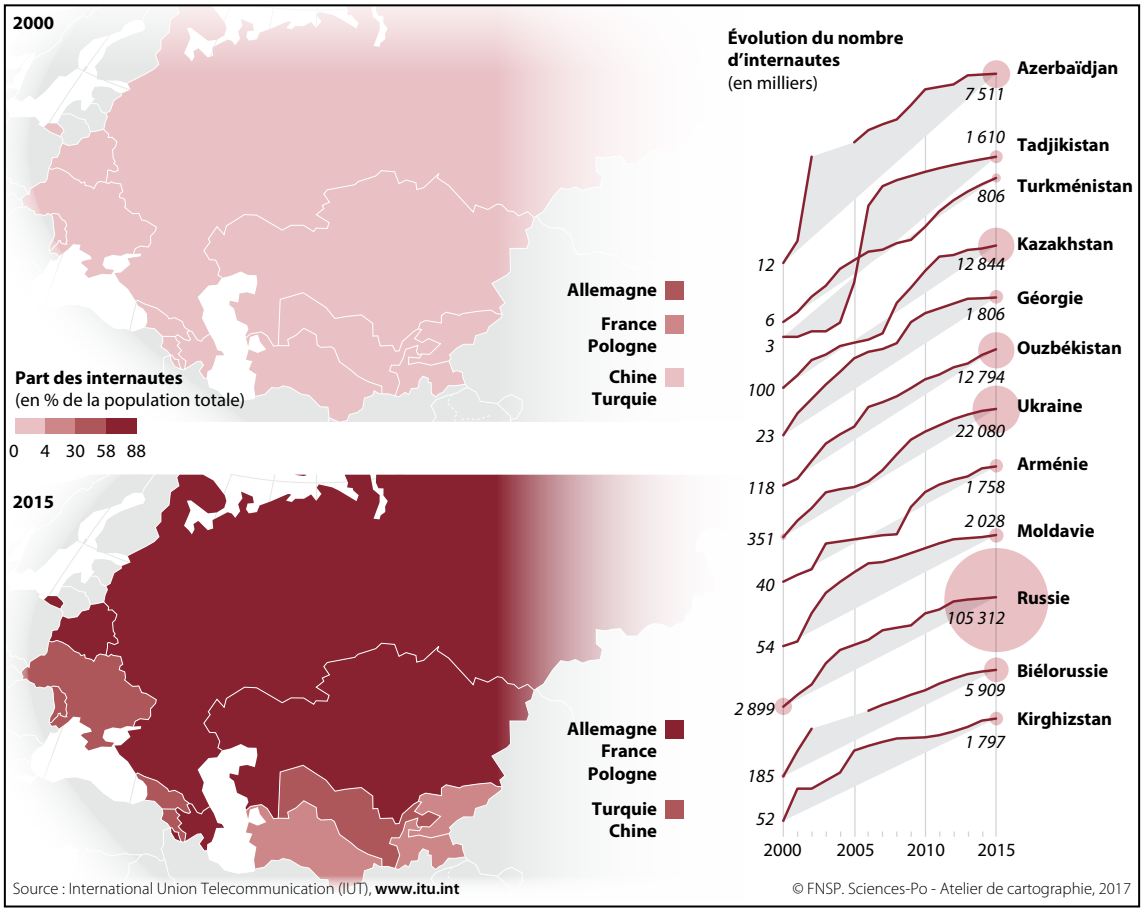
Cette opposition idéologique est construite et mise en scène dans l'espace médiatique russe et international. Dans le monde occidental, les contenus médiatiques pro-russes les plus massifs sont produits par des holdings d'Etat (l'agence Rossia Segodnia, la télévision Russia Today ou le site Internet Spoutnik). Leur politique éditoriale accentue l'effet d'affrontement idéologique et politique entre deux modèles agonistiques. En réaction, dans les pays occidentaux, la pensée et les pratiques hiérarchiques contraignantes et réactionnaires impulsées depuis la Russie suscitent l'inquiétude face à un modèle dont la cohérence est souvent surestimée. Dans l'espace russophone, la régulation s'alourdit depuis 2014, mais Internet reste un lieu d'expression plurielle. Il est accessible au-delà du territoire russe, dans tous les espaces d'usage de la langue russe de l'ancien espace soviétique. Les internautes de la Communauté des Etats indépendants peuvent avoir accès au web russe dans son inégale

diversité, où dominent les grands médias publics ou affiliés mais où survivent les sites alternatifs et critiques auxquels s'ajoutent les réseaux sociaux. Cette hétérogénéité des contenus en ligne montre les limites de l'ambition coercitive du modèle autoritaire d'Etat sur son propre territoire.

Conclusion

Ainsi, alors que la Russie était au début des années 1990 un lieu d'expérimentation emblématique des transitions démocratiques et marchandes, le pays s'est transformé un quart de siècle plus tard en incarnation du tournant autoritaire et conservateur. Opposer ces deux modèles ne suffit pourtant pas à rendre compte des réalités complexes qui font le quotidien du pays. Descendre dans la fabrique des relations politiques et sociales ordinaires permet d'introduire de la complexité dans l'analyse des configurations de domination qui s'y jouent et de redonner voix à une société vivante et moderne. Le « modèle politique russe », conservateur et impérieux, est au fond très hétérogène et instable. Ses diverses facettes, coercitives et managériales, lui attirent des soutiens divers et parfois inattendus. Elles laissent ouverte la variété des possibles, des scénarios les plus optimistes aux plus pessimistes, quant à l'avenir politique du pays lorsque la question de l'alternance y sera posée.

Les internautes en Eurasie, 2000-2015



Le concept d'Asie centrale est-il toujours pertinent ?
par Bayram Balci

Le concept d'Asie centrale désignait en 1991, selon l'acception la plus répandue, les cinq pays musulmans, turcophones et persanophone issus de l'ex-Union soviétique : le Kazakhstan, le Kirghizstan, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan et le Turkménistan. Or vingt-cinq ans après leur accession à l'indépendance, ces Etats ont connu des transformations sociales, économiques et politiques si différentes, voire même contradictoires, qu'il est difficile à l'heure actuelle de parler de l'Asie centrale comme d'une entité unie. L'affirmation de leurs singularités et leur progressive prise de distance les uns par rapport aux autres semble condamner la pertinence du concept régional.

Les facteurs historiques de l'unité de l'Asie centrale

Il n'y a jamais eu de définition précise ni de délimitation territoriale et politique de ce qu'on appelle de nos jours l'Asie centrale[1]. A la veille de la conquête de la région par les tsars, on parlait de khanats, d'émirats et de Turkestan pour désigner la région. L'expression « Asie centrale » a été imposée par les conquérants et colonisateurs russes à la fin du XIXe siècle, sans revêtir alors de sens particulier pour les populations des steppes et des oasis passées sous leur domination, qui se définissaient encore en fonction de leur identité locale ou clanique. Bien qu'exogène, le concept a pourtant fini par s'imposer et la plupart des peuples l'ont adopté, en lui conférant une définition plus ou moins restrictive. Pour certains, l'Asie centrale comprend exclusivement les cinq Républiques postsoviétiques. Pour d'autres, elle s'étend bien au-delà et inclut le nord de l'Afghanistan, la région du Xinjiang ou Turkestan oriental, et certaines parties turciques de la Fédération de Russie. Nous retiendrons ici la définition classique et restrictive des cinq Républiques forgées de toutes pièces par la politique des nationalités de Staline quand celui-ci officiait comme commissaire sous Lénine.

Jusqu'aux indépendances, et encore récemment, elles partageaient nombre de caractéristiques qui justifiaient une analyse globale, telles que la langue, la religion, l'ethnicité, une histoire commune, le legs russe et soviétique, et la nature des régimes politiques. Il faut revenir sur ces similarités pour comprendre les transformations profondes qui ont permis aux nouveaux Etats de se singulariser.

Ils ont tous hérité en 1991 d'élites vieillissantes, formées et idéologiquement formatées par le régime soviétique, qui partageaient les mêmes valeurs et les mêmes principes : un Etat fort, autoritaire, jouant du contrôle, voire de l'oppression[2]. Dirigeants et hiérarques ouzbeks,

[1] V. Fourniau, « Qu'est-ce que l'Asie centrale ? », *Outre-Terre*, n° 16, décembre 2006, pp. 15-29 (**www.cairn.info/revue-outre-terre1-2006-3-page-15.htm**).

[2] G. Ubiria, *Soviet Nation-Building in Central Asia. The Making of the Kazakh and Uzbek Nations*, Londres, Routledge, 2015.

kazakhs, kirghizes, turkmènes et tadjiks utilisaient le russe, langue officielle de l'ensemble de l'Union soviétique, qui bien qu'imposée par le colonisateur était la langue de communication des peuples d'Asie centrale.

La géographie conférait bien entendu une unité à la région. Avant 1991, les frontières des Républiques n'avaient qu'une fonction administrative et restaient perméables, ouvertes à la libre circulation de tous les citoyens soviétiques. Dans ce vaste espace intégré, l'aménagement du territoire et le tracé des routes et des voies de chemin de fer liaient intrinsèquement les villes et les Etats entre eux.

L'identité supranationale, c'est-à-dire l'appartenance à la grande Union soviétique, servait de facteur intégrateur entre les peuples et a très vite primé sur les anciennes identités ethniques et locales. L'identité nationale, définie par la population majoritaire de chaque République, s'est affirmée plus lentement au cours des décennies. Depuis la fin de l'URSS, c'est elle qui s'est imposée selon une toute nouvelle logique nationale.

En ce qui concerne la religion, l'islam d'Asie centrale était uni et administré avant 1991 par un mufti régional, basé à Tachkent, dont l'autorité était reconnue et respectée par presque tous les musulmans des cinq Républiques.

La fin de l'unité de l'Asie centrale

Le sentiment d'appartenance à une région commune s'est maintenu dans les premières années des indépendances, au cours desquelles les nouveaux Etats se sont reconnus et se sont inscrits dans le concept d'Asie centrale, comme en ont alors témoigné leurs politiques d'ouverture et de coopération vers l'étranger, notamment avec l'Union européenne, les Etats-Unis et les organismes internationaux. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. Issues de la même entité politique historique, héritières d'élites et de structures d'Etat similaires, les cinq Républiques ont choisi de suivre des trajectoires singulières dans tous les domaines, si bien que le concept d'Asie centrale a perdu de sa pertinence et de sa valeur heuristique.

Chaque pays a élaboré une politique nationale qui a accusé ses différences avec ses voisins. Le renforcement des frontières et l'introduction de visas ont rendu la circulation des hommes, des biens et des idées beaucoup plus difficile. Simultanément, les volontés politiques visant à affermir les identités ethniques et nationales pour légitimer des frontières héritées et arbitraires, ont participé à la fragmentation du territoire.

L'unité de l'Asie centrale est surtout mise à mal aujourd'hui par la disparité des modes de gouvernement des cinq Républiques. En 1991 elles étaient dirigées par d'anciens apparatchiks, dont certains ont continué ou même continuent de gouverner, comme Noursoultan Nazarbayev au Kazakhstan ou Islam Karimov jusqu'à son décès en septembre 2016 en Ouzbékistan. On constate aujourd'hui que leurs successeurs ont amorcé des changements qui ont engendré des systèmes politiques contrastés. Il n'y a plus grand-chose de commun entre le Kirghizstan, qui a connu deux « révolutions de couleur » en 2005 et en 2010 et dont le régime parlementaire octroie de relatives libertés publiques, et le Turkménistan qui conserve presque toutes les caractéristiques de l'ancien régime soviétique : parti unique, culte de la

personnalité du Président, privation de libertés publiques, oppression de toute forme d'opposition, contrôle absolu des médias. De la même manière, alors que le gouvernement kazakh tolère l'existence d'une certaine dissidence, l'opposition tant séculière et nationaliste qu'islamiste a été obligée de s'exiler ou de s'effacer en Ouzbékistan.

Les divergences sont encore plus fortes entre les cinq pays quand on analyse leur positionnement sur les scènes régionale et internationale.

Vis-à-vis de l'ancienne puissance tutélaire, on note que si le Kirghizstan et le Tadjikistan sont toujours dans le giron de la Russie qui impose sa protection militaire et une dépendance économique, salutaire pour l'un comme pour l'autre, d'autres pays en sont quasiment émancipés. Au Turkménistan, la langue russe a presque complètement disparu et la neutralité, érigée en principe supérieur, interdit toute influence de nature militaire, économique ou énergétique. Quant à l'Ouzbékistan, il affiche une politique de non alignement en naviguant entre les aspirations et intérêts contradictoires et concurrentiels de la Russie, de la Chine et de l'Occident. De manière générale, l'Asie centrale n'est plus l'arrière-cour de la Russie, même si cette dernière reste un acteur régional majeur sur tout l'espace postsoviétique.

Vis-à-vis des projets d'intégration régionale qui ont vu le jour depuis la fin de l'URSS, on note que l'Union économique eurasienne, la grande idée géopolitique chère à Vladimir Poutine, est loin de faire l'unanimité. La disparité des intérêts de chaque Etat ne favorise pas l'avancée de ce projet sur le front centrasiatique[3]. Que Poutine cherche ou non à ressusciter par ce biais l'ancienne Union soviétique, comme d'aucuns le lui reprochent, toujours est-il que Moscou ambitionne de créer un nouveau bloc politique et géopolitique centré sur la Russie pour faire obstacle à l'Union européenne et aux Etats-Unis dont il concurrence l'hégémonie sur la scène internationale[4]. Et la montée en puissance de la Russie passe forcément par la reconquête de son « étranger proche », anciennement soviétique : toute l'Asie centrale devrait adhérer au projet d'Union eurasienne pour satisfaire ses objectifs. Or si le Kazakhstan en est membre fondateur avec la Russie et la Biélorussie, son appréhension de l'UEE* est totalement différente de celle de Moscou. L'objectif géostratégique des Russes est de copier l'Union européenne pour mieux résister à sa prééminence et à celle des Américains, et de se renforcer. Celui des Kazakhs, induit par la géographie régionale, vise uniquement à consolider le poids économique et donc politique du pays sur la scène internationale. Pour l'heure, seul le Kirghizstan a accepté de rejoindre l'Union eurasienne. Le Tadjikistan est supposé y adhérer dans les années à venir sans que rien ne soit encore acté ni garanti. Le Turkménistan, dont la participation n'aurait que peu d'incidence, s'y refuse catégoriquement. Mais surtout, l'Ouzbékistan, le pays le plus important de l'Asie centrale d'un point de vue géostratégique, refuse d'en entendre parler. Les autorités ouzbeks ont déclaré à plusieurs reprises qu'elles n'adhéreraient jamais à aucun projet qui ressemble

[3] S. E. Cornell, S. F. Starr (dir.), « Putin's grand strategy : The Eurasian Union and its discontents », Central Asia-Caucasus Institute & Silk Road Studies, 2014 (**http://isdp.eu/content/uploads/2015/03/2014-starr-cornell-putins-grand-strategy-the-eurasian-union-and-its-discontents-1.pdf**).

[4] N. Popescu, « Eurasian Union : The real, the imaginary and the likely », *Chaillot Paper*, n° 132, septembre 2014 (**http://www.iss.europa.eu/uploads/media/CP_132.pdf**).

de près ou de loin à la défunte Union soviétique. Le blocage du dossier montre bien que l'Asie centrale n'est pas prête à parler d'une seule voix.

Dans la sphère spirituelle et religieuse, les bouleversements sont tout aussi profonds et variés. Dès avant l'arrivée des Russes en Asie centrale au XIXe siècle, un clivage important séparait l'islam nomade, prédominant chez les Kirghizes et les Kazakhs, de l'islam des sédentaires, majoritaire chez les Ouzbeks et les Tadjiks. Cette dichotomie a perdu de son importance par les effets combinés de la modernisation et de l'urbanisation de toutes les sociétés d'Asie centrale après un siècle et demi de domination russe et soviétique. En 1991, les musulmans d'Asie centrale, sunnites à 95 % et presque exclusivement de rite hanafite, étaient administrés, on l'a vu, par une même autorité spirituelle basée à Tachkent. Or l'indépendance et l'exigence de légitimer les nouveaux Etats nations dans leurs frontières inchangées, ont forcé les élites au pouvoir à prendre leurs distances les uns par rapport aux autres, y compris en matière religieuse, l'islam étant un marqueur identitaire et culturel fort. Le Kazakhstan et le Kirghizstan ont adopté une approche libérale, laissant une marge au développement d'un islam indépendant de l'Etat, tandis que l'Ouzbékistan et le Tadjikistan, au nom de la lutte contre les islams dissidents, radicaux et dangereux, ont dans une certaine mesure établi une religion officielle. Ils ont imposé à leurs populations un modèle dit traditionnel, national et conforme à l'identité nouvellement définie du pays. Ces logiques nationales ont éclaté l'islam centrasiatique, et ont en quelque sorte nationalisé la pratique islamique dans chaque pays.

Outre cette segmentation ou fracturation de l'islam centrasiatique en une multitude d'interprétations fondées sur des valeurs nationales, on observe un processus similaire à l'œuvre en ce qui concerne l'identité ethnique et culturelle. A l'exclusion du Tadjikistan, persanophone, les Etats d'Asie centrale appartiennent à la sphère culturelle et linguistique de la turcité et de la turcophonie. Il n'est plus question, comme par le passé, de joindre ses forces et de promouvoir un panturquisme, mais au contraire de chercher par tous les moyens à se distinguer du voisin pour affirmer sa singularité et sa souveraineté. Depuis les indépendances, les régimes souscrivent à des politiques de différenciation qui gomment les traits communs à leurs identités de turcs et de turcophones. Chaque jour, ils renforcent et ferment un peu plus les frontières pour empêcher la diffusion des idées et des affinités. Au lieu de souligner et de faire bon usage de leur héritage commun, ils s'emploient à renforcer les limites identitaires des nouvelles nations en veillant à ce qu'elles se distinguent le plus possible des voisines. Les langues vernaculaires d'Asie centrale ne sont pas épargnées. La réforme des alphabets que la plupart des Etats ont entreprise, ou sont en train d'adopter, visent à fixer les différences : afin de prendre leurs distances avec l'héritage russe ou soviétique, synonyme de colonisation et d'asservissement, l'Ouzbékistan et le Turkménistan se sont débarrassés de l'alphabet cyrillique pour élire un alphabet latin modifié, et le Kazakhstan prépare une réforme similaire. Les linguistes de ces pays veillent à ce que le nouvel alphabet soit spécifique et différent de celui du voisin, alors qu'un alphabet commun aurait à terme facilité la communication et la coopération entre des peuples et des Etats que l'histoire et la géographie condamnent à se fréquenter. Au contraire, les choix politiques actés ont été ceux de la différence, du repli sur soi, du nationalisme, du morcellement d'un ensemble géographique, culturel et humain qui aurait pu puiser une force inédite dans l'intégration régionale.

Conclusion

Ce processus multidimensionnel et centrifuge entamé dès la fin de l'Union soviétique et propre à chaque pays de la zone a eu raison du concept régional d'Asie centrale. Plus le temps passe, plus cette notion devient floue et imprécise. Les successions politiques vont voir l'avènement de nouveaux hommes forts, formés dans différents pays, à différentes écoles. Une fois au pouvoir, ils poursuivront la construction nationale de leur pays, en négatif du voisin, et y ajouteront leurs propres différences, leurs visions et intérêts divergents. Le Kazakhstan par exemple, parce qu'il en a les moyens, mise beaucoup sur la formation de nouvelles élites en Occident, tandis que l'Ouzbékistan et le Turkménistan s'obstinent dans une logique de repli sclérosant.

Cette différenciation va se poursuivre aussi en fonction des contraintes et des pressions géopolitiques subies par chacun. Le Kazakhstan, du fait de son voisinage et de sa forte minorité russe, sera toujours lié à la Russie, dont la pression pèse moins sur les autres pays, notamment sur l'Ouzbékistan.

Le processus de désintégration de l'Asie centrale, s'il s'explique politiquement et historiquement, ne devrait pas résister au rouleau compresseur et à la rationalité économique de la mondialisation. Les contraintes géographiques et économiques qui pèsent sur les cinq Républiques devraient forcer leur concertation pour une meilleure utilisation des ressources naturelles. Or cette nécessaire et salutaire convergence n'interviendra que lorsque chaque Etat aura solidement construit son identité et consolidé sa souveraineté nationale, pour être capable de tenir sa position sur la scène régionale. La prise de conscience par les futures élites des bienfaits de l'ouverture et de la coopération, et du caractère néfaste du repli, déterminera également l'avenir de ces cinq Etats.

L'Eglise orthodoxe russe et la question des frontières. Sainte Russie, monde russe et territoire canonique

par Kathy Rousselet

Dès la seconde moitié du XXe siècle, l'Eglise orthodoxe russe a été un acteur majeur de la politique étrangère soviétique. Kirill, qui est patriarche depuis 2008 après avoir été métropolite chargé du département des relations extérieures de l'Eglise[1], a perpétué cette tradition, intervenant maintes fois sur des sujets de politique internationale. Au-delà de cette alliance structurante inscrite au cœur des relations entre l'Eglise et l'Etat russes, au-delà d'une même culture soviétique partagée par une grande partie des élites politiques, économiques et religieuses se reflétant, entre autres, dans les déclarations du Concile mondial populaire panrusse, les autorités ecclésiastiques et politiques s'appuient mutuellement les unes sur les autres pour défendre un même projet civilisationnel dans le monde globalisé, et partagent largement les mêmes intérêts dans l'espace postsoviétique. Sainte Russie et « monde russe »[2] sont des notions de plus en plus utilisées par le pouvoir politique et par l'Eglise dans leur désir de conserver les anciennes frontières, au-delà de l'éclatement de l'Union soviétique et des conflits tant nationaux qu'ecclésiologiques qui ont éclaté. Par ailleurs, l'Eglise a réaffirmé dans les statuts qu'elle a adoptés en 2000 les limites de son territoire canonique, fortement disputé depuis la fin des années 1980. Aujourd'hui, celui-ci comprend notamment l'ensemble des pays de l'ex-Union soviétique sauf l'Arménie, qui n'est pas de tradition orthodoxe, et la Géorgie, qui a son propre patriarcat[3].

Les traditions au cœur du projet identitaire de l'Eglise et de l'Etat

Si la politique étrangère de l'Etat russe est dictée par une aspiration à la puissance, Moscou introduit au cœur de son projet une dimension morale et culturelle étroitement liée à la construction identitaire de la Russie, à la fois puissance orthodoxe (*pravoslavnaia derjava*, expression employée par Vladimir Poutine lors de sa visite au mont Athos en 2005) et pays multinational et multireligieux[4]. Dès ses premiers mandats, le président Poutine a défendu

[1] L'Eglise orthodoxe russe a à sa tête un patriarche et est administrée par le Saint-Synode. Elle est divisée en éparchies (ou diocèses) et en métropoles qui rassemblent, depuis 2011, les éparchies qui se trouvent dans les frontières d'un même sujet de la Fédération de Russie. Notons que dans l'Eglise russe, le titre de métropolite est un titre honorifique qui ne renvoie pas nécessairement à une charge dans une métropole : celui-ci se place au-dessus de l'évêque et de l'archevêque. Alors qu'il existait plusieurs exarchats à la période soviétique, dans les républiques d'URSS autres que la RSFSR ou encore en Occident, il n'en existe plus qu'un, en Biélorussie. L'Eglise orthodoxe russe fait partie des quatorze Eglises autocéphales, indépendantes sur le plan juridique et administratif tout en étant en communion avec les autres Eglises orthodoxes. Il existe neuf patriarcats orthodoxes dont le patriarcat œcuménique de Constantinople, considéré par les autres Eglises orthodoxes comme *primus inter pares*.

[2] Cette notion, apparue au début du XIXe siècle sans aucune connotation géopolitique, avait été réactivée par Piotr Shchedrovitski dans les années 1990, au moment où la Russie était en quête d'une idée pouvant l'aider à forger son identité.

[3] Après les modifications apportées à ces statuts en 2013, le territoire canonique de l'Eglise orthodoxe russe comprend également la Chine, la Mongolie et le Japon qui ont été des terres de mission de cette Eglise.

[4] Pour une visualisation du caractère multireligieux de la Russie, on pourra consulter Arena, atlas en ligne sur

l'idée d'une organisation polycentrée du monde, par opposition à la vision unipolaire proposée par les Etats-Unis. L'imaginaire moral et culturel défendu par la Russie dessine une carte du globe fondée sur des principes civilisationnels[5]. En septembre 2013, lors de sa rencontre à Valdaï avec des experts du monde entier, le président russe a exposé les raisons pour lesquelles la construction identitaire de la Russie et son ancrage dans la tradition étaient indispensables à son projet étatique[6]. La défense et le développement des valeurs spirituelles et morales traditionnelles font d'ailleurs partie des enjeux majeurs de la nouvelle Stratégie nationale de sécurité que l'Etat russe a adoptée deux ans plus tard, le 31 décembre 2015[7]. Cette défense des traditions lui permet de se positionner face à une civilisation occidentale qui aurait perdu ses racines et ses valeurs chrétiennes. Mais elle l'autorise aussi à refonder ses relations avec les pays de son « étranger proche ». L'Union eurasienne « n'est pas qu'un ensemble d'accords mutuellement utiles… elle est un projet de conservation de l'identité des peuples, d'un espace historique eurasien » rendu possible par cette capacité ancienne de la Russie de vivre le « polyculturalisme », a expliqué Vladimir Poutine lors de la même rencontre à Valdaï.

Le pouvoir s'appuie largement sur les frontières de la Sainte Russie dessinées par l'Eglise orthodoxe russe pour souligner sa proximité avec des Etats désormais indépendants. Celle-ci n'a cessé d'insister depuis 1991 sur l'unité des chrétiens orthodoxes sous sa juridiction. Pour le patriarche Alexis II (1929-2008), la notion qui unissait les membres de la communauté était le « peuple orthodoxe issu de la Rus ». C'est l'existence d'un seul peuple dans trois pays, dont la religion orthodoxe est l'élément unificateur, qui permettait d'affirmer l'identité d'une culture slave unique commune à la Russie, la Biélorussie et l'Ukraine. Selon une logique issue de l'héritage soviétique, la patrie définie par une histoire commune supplantait la nation[8]. Dans la même veine, le patriarche Kirill parle d'une civilisation orthodoxe, convoque dans ses discours la Sainte Russie, mais aussi le « monde russe », dont Kiev est présenté comme le cœur – « Kiev est le lieu de naissance de la grande civilisation orthodoxe, qui unit les peuples de la Sainte Russie. [... elle est] notre Jérusalem et notre Constantinople »[9] – et a introduit l'idée de l'existence de trois « capitales synodales », centres historiques de la Sainte Russie, appelées à héberger chacune leur tour les conciles du Saint-Synode de l'Eglise orthodoxe russe : Kiev, Moscou et Saint-Pétersbourg, la liste pouvant s'allonger. Ces représentations spatiales, qui accordent une place majeure aux périphéries, lui ont permis de surmonter les conséquences de l'effondrement de l'Union soviétique que Kirill appelait, le 11 novembre 2011, une « catastrophe de la Russie historique » dont les causes seraient :

---

les religions et les nationalités (**http://sreda.org/arena**), même si les données ne sont pas d'une très grande fiabilité.

[5] N. N. Petro, « Russia's orthodox soft power » (**https://www.carnegiecouncil.org/publications/articles_papers_reports/727/:pf_printable?**).

[6] **http://kremlin.ru/events/president/news/19243**

[7] **http://www.scrf.gov.ru/documents/1/133.html**

[8] Devant les membres du Congrès des peuples slaves de Biélorussie, de Russie et d'Ukraine réunis les 1er et 2 juin 2001, Alexis II disait: « Nous avons une histoire commune. Pendant des siècles, nous avons construit ensemble notre patrie, nous nous sommes battus contre les mêmes ennemis, nous avons créé une culture incomparable, fondée sur la foi de nos pères, l'orthodoxie ».

[9] Cité par M. Suslov, « "Holy Rus" : The geopolitical imagination in the contemporary Russian orthodox church », *Russian Politics and Law*, Vol. 52, n° 3, 2014, pp. 67-86.

> « ...la perte de conscience et de fierté nationales, l'absence de prise en compte de l'histoire dans toute son ampleur, l'incompréhension que la communauté historique a une importance majeure pour les personnes, notamment pour leur épanouissement matériel et spirituel. »[10]

En écho, Vladimir Poutine soulignait, toujours à Valdaï en 2013 :

> « L'Ukraine est sans nul doute un Etat indépendant. Il s'est produit ce que dictait l'histoire. Mais n'oublions pas que l'actuel Etat russe a des racines au bord du Dniepr ; comme nous aimons le dire, nous avons une même coupole sur le Dniepr. La Rus kiévienne a été le fondement du futur grand Etat russe. Nous avons la même tradition, la même mentalité, la même histoire, la même culture. Nous avons des langues très proches. Dans ce sens, je souhaite répéter une nouvelle fois que nous sommes un seul et même peuple. »

L'Eglise orthodoxe russe au-delà des nations

Face à cette rhétorique, la disparition politique de l'URSS a provoqué d'importants bouleversements au sein de l'Eglise orthodoxe russe, l'émergence de nouveaux Etats suscitant la reconstitution d'Eglises nationales sous la juridiction de patriarcats autres que celui de Moscou. Cette situation a notamment réactivé la concurrence du patriarcat de Moscou avec celui de Constantinople, l'étendue des territoires juridictionnels apparaissant comme un enjeu majeur pour affirmer le poids respectif de chacun dans la communion des Eglises orthodoxes.

En Moldavie, parallèlement à la métropole orthodoxe dépendant du patriarcat de Moscou, s'est recréée en 1992 celle de Bessarabie, qui fut originellement reconnue par le patriarcat œcuménique de Constantinople, puis rattachée au patriarcat de Roumanie lors de l'indépendance de la Moldavie en 1917 pour être liquidée lorsque la Bessarabie fut envahie par les troupes soviétiques en 1940. En 1996, quelques années après l'indépendance politique de l'Estonie, l'autonomie a été accordée à l'Eglise apostolique orthodoxe d'Estonie. Elle lui avait été conférée en 1923, mais Moscou l'avait suspendue en 1978. De nombreuses paroisses ont alors rejoint cette Eglise qui avait réuni de 1923 à 1941 tous les orthodoxes, tant russes qu'estoniens, et qui ne put se maintenir que dans l'exil au cours de la période soviétique. Cette situation a provoqué une vive tension (une « rupture de communion ») pendant quelques mois entre les patriarcats de Moscou et de Constantinople jusqu'aux accords de Zürich en octobre 1996, qui ont entériné la coexistence des deux juridictions ecclésiastiques sur le territoire estonien. L'ethnophylétisme, qui associe une nation et un territoire religieux, s'est développé, des Eglises autoproclamées autocéphales, sans aucune reconnaissance canonique, surgissant au gré du développement de mouvements nationalistes. C'est le cas en Biélorussie, où est réapparu un modeste mouvement autocéphaliste lié à la branche canadienne d'une Eglise née en 1922. Par ailleurs, en dehors de la juridiction du patriarcat de Moscou, a été fondée en 2009, après le conflit entre la Russie et la Géorgie, une Eglise orthodoxe d'Abkhazie qui s'est séparée du patriarcat de Géorgie ; elle n'a pas été reconnue par le patriarcat de Moscou.

[10] **http://www.bbc.com/russian/russia/2011/11/111111_russian_patriarch.shtml**

Mais c'est en Ukraine, dominée jusqu'en 1989 par l'exarchat ukrainien du patriarcat de Moscou, que la situation est la plus complexe. Plusieurs autres Eglises orthodoxes sont apparues ou réapparues à partir de la fin des années 1980, ainsi que l'Eglise gréco-catholique, qui avait été intégrée de force à l'Eglise orthodoxe russe en 1946. En octobre 1989, l'évêque de Jitomir Ioann Bondartchouk a ainsi annoncé la renaissance d'une Eglise orthodoxe apostolique autocéphale ukrainienne, fondée lors d'un concile à Kiev en 1921, alors que l'Ukraine était indépendante ; cette Eglise, qui avait survécu en exil, s'est réimplantée dans les provinces occidentales d'Ukraine avec le soutien des autorités locales. En juin 1990, Mstyslav Skrypnyk, neveu du leader nationaliste Petlioura (1879-1926), métropolite de l'Eglise orthodoxe d'Ukraine autocéphale aux Etats-Unis, en a été élu patriarche. En janvier de la même année, devant les pressions nationales, l'exarchat ukrainien sous la juridiction du patriarcat de Moscou s'est transformé quant à lui en une Eglise orthodoxe d'Ukraine ayant un statut d'Eglise autoadministrée, obtenant ainsi plus d'autonomie au sein du patriarcat de Moscou. Les aspirations à l'autocéphalie y étaient également fortes et en 1992, le métropolite Philarète Denissenko de Kiev, à la tête de cette Eglise, a fait scission et créé avec l'Eglise orthodoxe autocéphale ukrainienne une Eglise orthodoxe ukrainienne-patriarcat de Kiev, dont le métropolite Mstyslav, absent du concile d'unification, a été proclamé patriarche, ce qu'il a accepté tout en prenant de plus en plus de distances vis-à-vis de Philarète. A sa mort le 11 juin 1993, deux patriarches ont été élus, ce qui a consacré l'existence de deux Eglises orthodoxes bien distinctes, cohabitant jusqu'à aujourd'hui, sans aucun statut canonique officiel accordé par les autres patriarcats, avec l'Eglise orthodoxe d'Ukraine sous la juridiction du patriarcat de Moscou. Ces trois Eglises orthodoxes, tout comme l'Eglise gréco-catholique ukrainienne, ont joué un rôle significatif lors de Maïdan. Les Eglises « nationales » ont notamment soutenu le sentiment antirusse et l'indépendance de l'Etat ukrainien. L'idée d'une unique Eglise orthodoxe autocéphale a été évoquée. Le patriarcat de Moscou a réagi aux événements ukrainiens en confirmant l'élection, à la tête de son Eglise, de Onufri de Tchernivtsi, métropolite ukrainien, proche du patriarche[11], le 13 août 2014, en remplacement de Vladymyr Sobodan. La guerre dans le Donbass et l'annexion de la Crimée par l'Etat russe l'ont mise dans une situation particulièrement délicate. Jusqu'au conflit entre la Russie et l'Ukraine, les enquêtes indiquaient une appartenance flottante des chrétiens à chacune de ces Eglises, beaucoup ne sachant pas précisément à quelle juridiction appartenait leur paroisse. Il semblerait que ce soit de moins en moins le cas et que le nombre de paroisses passées de l'Eglise dépendant du patriarcat de Moscou[12] vers celle sous la juridiction du patriarcat de Kiev ou vers l'Eglise autocéphale ukrainienne ait considérablement augmenté. Les paroisses ukrainiennes sous la juridiction de Moscou, riches de plus de 10 millions de fidèles, représentent près de 40 % des paroisses de l'Eglise orthodoxe russe ; l'enjeu pour le patriarcat est de taille.

[11] En revanche, en décembre 2013, c'est un évêque russe qui a été placé à la tête de l'Eglise de Biélorussie.

[12] En 2013, deux tiers des paroisses appartenaient officiellement au patriarcat de Moscou.

Ce sont ces multiples conflits qui expliquent que dans ses statuts, l'Eglise orthodoxe russe se dise multinationale, et surtout que son article 3 précise l'étendue de son territoire canonique. Selon le fondement central de l'ecclésiologie orthodoxe, basé sur un principe remontant aux premiers siècles du christianisme et associant une ville à un seul évêque et une seule Eglise, l'idée d'une coexistence de plusieurs Eglises sur un même territoire est jugée contraire aux canons[13]. Les autorités du patriarcat de Moscou, et en particulier le métropolite Ilarion Alfeev chargé actuellement du département des relations extérieures, ont maintes fois affirmé que les changements de frontières étatiques ne devraient pas nécessairement entraîner la modification des délimitations canoniques. L'éparchie de Crimée est d'ailleurs restée dans l'Eglise d'Ukraine dépendant du patriarcat de Moscou après l'annexion de la péninsule par la Russie. Le patriarcat a renforcé ses institutions dans certains pays où la présence russe reste forte. Ainsi au Kazakhstan une métropole a été établie en 2003, et réorganisée en 2010 ; elle comprend neuf éparchies.

Conclusion

Au cours des dernières décennies, deux concepts se sont développés au sein de la rhétorique tant de l'Etat que de l'Eglise russes : celui de « Sainte Russie » et celui de « monde russe ». Quel en est aujourd'hui l'avenir ? Après Maïdan, la Sainte Russie, telle qu'elle était rêvée par le patriarche Kirill, a perdu de sa consistance ; l'Ukraine n'apparaît plus comme la forteresse de la vraie foi. Dans une lettre adressée au patriarche œcuménique le 14 août 2014, le chef de l'Eglise orthodoxe russe affirmait que la guerre en Ukraine était aussi une guerre religieuse, « les représentants de l'Eglise gréco-catholique et les communautés schismatiques… prêchant la haine contre l'Eglise orthodoxe »[14]. Il présente désormais aussi le conflit comme une opposition entre le « monde russe », « civilisation » qui va au-delà des frontières de la Fédération de Russie, et l'Occident déchristianisé, traversé par une grave crise morale ; l'Ukraine aurait perdu, selon le patriarche, le sens de son histoire et de ses racines[15]. Ce sont bien les conflits au sein du monde orthodoxe dans l'espace postsoviétique qui pourraient être l'explication majeure de l'absence de l'Eglise de Russie, mais aussi de l'Eglise de Géorgie lors du Concile panorthodoxe de juin 2016, qui devait réunir toutes les Eglises orthodoxes afin de trouver une position commune vis-à-vis des grands enjeux auxquels elles sont confrontées aujourd'hui, et où la question de l'autocéphalie n'a d'ailleurs finalement pas été abordée.

[13] Sur la conception de cette notion par l'Eglise orthodoxe russe, on lira avec profit le texte de la conférence d'Ilarion Alfeev, lors du symposium international de droit canonique à l'Académie théologique catholique de Budapest le 7 février 2005 : **http://orthodoxeurope.org/page/14/59.aspx#2**

[14] **http://www.patriarchia.ru/db/text/3704024.html**

[15] Voir à ce sujet les analyses de M. Suslov, « The Russian orthodox church and the crisis in Ukraine », *in* A. Krawchuk and T. Bremer, *Churches in the Ukrainian Crisis*, New York, Palgrave, 2016.

La Nouvelle route de la soie : objectifs et présence de la Chine dans l'espace postsoviétique

par Xavier Richet

C'est en 2013 que le gouvernement chinois a annoncé le lancement du projet « Nouvelle route de la soie » (NRS), en anglais « One belt, one road initiative » (OBOR). Ses objectifs, le périmètre couvert, les moyens mobilisés, les partenaires associés, les conditions de sa réalisation, les investissements nécessaires, le niveau des risques encourus en font une initiative ambitieuse. Il prévoit deux routes, l'une terrestre, l'autre maritime. Le parcours terrestre, lui-même divisé en plusieurs voies, traverse l'Asie centrale et occidentale. Il sillonne, en Asie, de grands espaces, des pays peu peuplés aux économies riches en matières premières mais peu développées, dont certains étaient des Républiques de l'ancienne Union soviétique. En Europe centrale et orientale, il parcourt ou côtoie d'autres anciennes Républiques soviétiques et des pays anciennement sous contrôle de l'URSS, à présent membres de l'Union européenne.

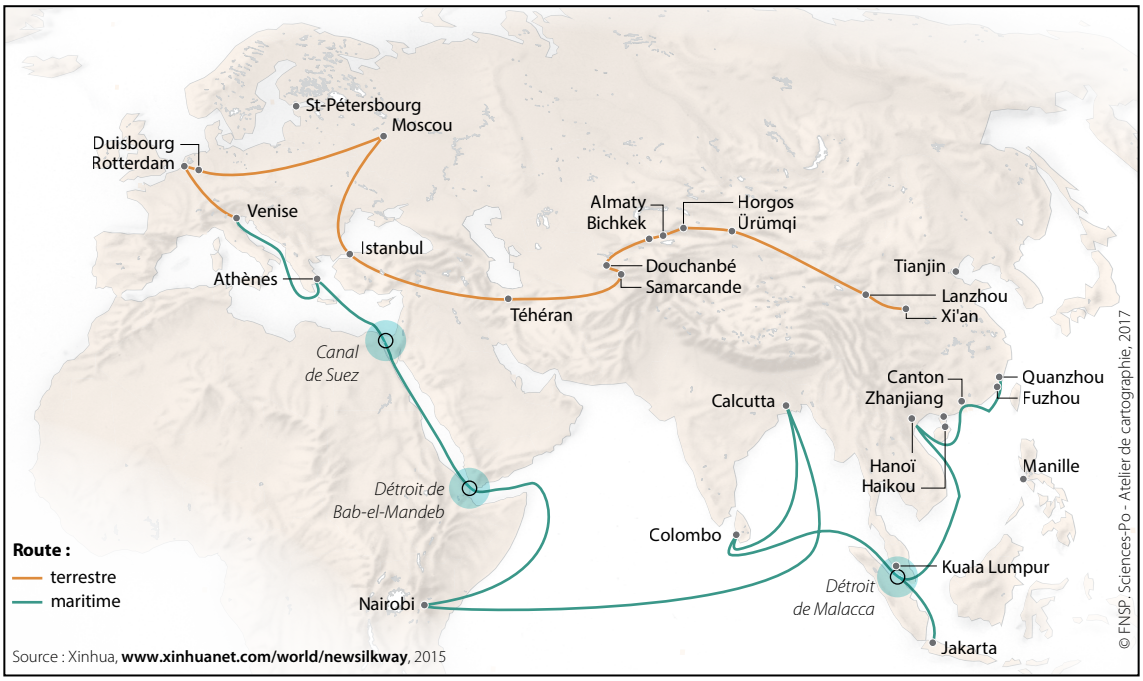
Un projet ambitieux, global, à géométrie variable

Le projet s'inscrit dans le cadre de la montée en puissance de l'économie chinoise, aujourd'hui l'un des principaux moteurs de la croissance asiatique et mondiale. Il serait également une réponse aux accords commerciaux développés à l'initiative des Etats-Unis et récemment signés (Partenariat trans-pacifique, TPP*, dont Donald Trump veut se retirer) ou en cours de négociation (Traité de libre-échange transatlantique, TTIP*, lui aussi menacé par la nouvelle administration américaine) qui laissent, pour le moment, la Chine à l'écart.

Qui trop embrasse mal étreint ? La NRS englobe, au sens large, soixante-cinq pays et concerne 4,4 milliards de personnes. Certains commentateurs l'ont comparée au plan Marshall. Pour d'autres, le projet illustrerait les ambitions hégémoniques de Pékin. Des interprétations de type léniniste y décèlent la nécessité pour la Chine de trouver des débouchés pour les surcapacités industrielles de plusieurs de ses secteurs et de ses provinces, des industries dans lesquelles elle a su créer des avantages concurrentiels (ferroviaire, acier, ciment, aluminium) et dont la rentabilité est aujourd'hui en baisse. On estime qu'il faudrait une demande supplémentaire de 60 milliards de dollars pour utiliser les capacités excédentaires dans le seul secteur de la sidérurgie.

Le projet est aussi le moyen pour la Chine de perpétuer le modèle de croissance, tiré par les exportations, qui délocalise dans des pays proches (Vietnam, Cambodge) des productions intensives en travail dont le coût s'élève sur son territoire. Il a également des dimensions régionales. D'une part, il cherche à associer les provinces occidentales chinoises, moins développées, à en faire des *hubs* et des relais de croissance à partir desquels les nouvelles routes ferroviaires partiraient à la conquête des marchés de l'Europe via l'Asie centrale. D'autre part, depuis de nombreuses années, la Chine a assuré ses approvisionnements en matières premières en signant des accords commerciaux avec les pays limitrophes (Mongolie, Kazakhstan, Laos, Birmanie...). La réalisation de la Nouvelle route de la soie lui permet d'intensifier les échanges et d'intégrer ses partenaires centre-asiatiques en créant un puissant effet d'attractivité en polarisant les échanges avec la Chine.

La Nouvelle route de la soie (NRS)
One road, one belt (Obor)



Divers types de financements sont mobilisés, dont la plupart sont assurés par des institutions chinoises : l'Asian Infrastructure Investment Bank, au capital de 100 milliards de dollars, le Silk Road Fund, qui dispose de 40 milliards de dollars et est alimenté par trois banques chinoises, la China Investment Corporation, l'Export-Import Bank of China et la China Development Bank. La New Development Bank, fondée par les BRICS* et dotée d'un fonds de 100 milliards de dollars, peut contribuer au financement. Des institutions occidentales y participent également : l'Asian Development Bank, la BERD*, la Banque mondiale, ainsi que des banques des pays de la région. Actuellement la Chine a investi plus de 890 milliards de dollars dans neuf cents programmes impliquant soixante pays.

Le projet soulève de nombreuses questions concernant l'horizon de temps, les modalités de sa réalisation, les types de coopérations à développer, le niveau des ressources à mobiliser, leurs financements et leur rentabilité, le niveau des coûts irrécupérables induits par des investissements risqués (au Pakistan). La gestion optimale des infrastructures est un autre problème à la fois technique et économique, notamment la création de relais intermédiaires entre plusieurs destinations, l'utilisation à pleine charge des moyens de transport ferroviaires, la maîtrise de leurs coûts. S'il est moins long de transporter un conteneur par rail que par bateau (quinze à dix-huit jours contre deux mois), le coût en est deux fois plus élevé. Les trains qui circulent actuellement n'utilisent pas leurs capacités à pleine charge, et l'on est bien en peine pour trouver de quoi remplir un train chinois au retour de Moscou. De même, que peut-on charger au Kazakhstan pour approvisionner les marchés plus à l'ouest ? La gouvernance de ce projet est également une question importante. Comment associer les pays partenaires ? Parmi les Etats concernés, il en est qui sont risqués et économiquement faibles (le Pakistan), forts et

méfiants (le Vietnam, l'Inde, l'Iran), aux alliances instables (la Turquie), ou encore sous l'ombrelle d'autres puissances notamment au sein de l'Union économique eurasienne.

L'espace postsoviétique et la Nouvelle route de la soie

Parmi les soixante-cinq pays ciblés[1] par cet ambitieux projet figurent les Etats de l'espace postsoviétique. Relevant de différentes configurations institutionnelles, ils sont ou seront tous concernés, à des degrés divers, par sa réalisation. La Russie est à l'initiative de la création de l'Union économique eurasienne qu'elle a fondée avec la Biélorussie et le Kazakhstan. L'Arménie, le Tadjikistan et le Kirghizstan en sont membres, tandis que le Turkménistan, l'Ouzbékistan, la Géorgie et l'Azerbaïdjan n'en font pas partie. En Europe, l'Ukraine et la Moldavie n'y sont pas associées. Les trois Etats baltes ont rejoint l'Union européenne. Avec les pays d'Europe centrale et orientale et de l'ex-Yougoslavie, la Chine a fondé, en bout de route, l'association Cooperation between China and Central and Eastern European Countries (16 + 1). Enfin, elle est avec la Russie à l'origine de la création en 2001 d'une organisation intergouvernementale régionale asiatique, l'Organisation de coopération de Shanghai qui regroupe la Russie, la Chine, le Kazakhstan, le Kirghizstan, le Tadjikistan et l'Ouzbékistan, à laquelle l'Inde et le Pakistan ont adhéré en 2016.

La Chine est aujourd'hui très présente dans les « Stans » d'Asie centrale. Les ressources naturelles (gaz, uranium, pétrole, etc.) dont ceux-ci sont dotés l'ont attirée dans cette région bien avant le lancement de la NRS. Elle a sécurisé ses approvisionnements pour alimenter la forte croissance de son économie, et sa participation au développement des secteurs énergétiques a contribué à la forte progression des échanges. Au cours des dix dernières années, ceux qu'elle entretient avec le Kazakhstan sont passés de 5 à 20 milliards de dollars, avec le Turkménistan de 0 à 10 milliards, avec le Kirghizstan et l'Ouzbékistan de quelques centaines de millions à près de 5 milliards, avec le Tadjikistan à 2 milliards. Sur la même période, les échanges de la Russie avec le Kazakhstan ont crû de 8 à 20 milliards de dollars ; ils n'ont que très peu progressé, voire stagné, avec les autres « Stans ».

Pour ces pays, la coopération avec Pékin est un moyen de diminuer la dépendance vis-à-vis de la Russie. Mais ils supportent difficilement les contraintes de ce qui est devenu une double dépendance. Le Kazakhstan, en particulier, souffre de la dévaluation de sa monnaie, de l'impact de la crise économique russe et de la pression exercée par la Chine pour obtenir des avantages (location de terres) : aujourd'hui, cette dernière représente plus de 30 % des investissements faits dans les hydrocarbures kazakhs. Pour d'autres pays, la coopération avec la Chine permet le développement d'infrastructures (voir l'encadré) et réduit la dépendance vis-à-vis de la Russie. L'économie kirghize par exemple est elle aussi fortement touchée par la crise russe, notamment en raison de la baisse drastique des transferts financiers de la main-d'œuvre travaillant en Russie.

Les relations avec la Russie sont certainement les plus problématiques en raison des rapports de concurrence/coopération qui découlent de la forte présence économique de la Chine dans

[1] Voir « "One belt, one road" : An economic roadmap », *The Economist Corporate Network,* 2016 (**http://pages.eiu.com/One-Belt-One-Road-Sept_register.html**).

Quelques projets dans le domaine des infrastructures construites avec une participation de capitaux chinois et des pays d'Asie centrale

Train à grande vitesse Moscou-Kazan. Construction d'une ligne de chemin de fer à grande vitesse de 770 kilomètres. Contrat de 375 millions de dollars remporté par un consortium chinois pour construire la première tranche. Coût total de l'investissement : 16,7 milliards de dollars. Le coût total de la construction de la ligne Moscou-Pékin est estimé à 100 milliards de dollars.

Chemin de fer Khorgos-Aktau (Kazakhstan) et modernisation des équipements, de la frontière chinoise à la mer Caspienne. Coût de l'investissement : 2,7 milliards de dollars financé par le Kazakhstan qui a commencé les travaux. Cette ligne concurrencera le Transsibérien.

Gazoduc Asie centrale-Chine, d'une longueur totale 3 300 kilomètres, commencé avant le lancement de la NRS. Construit et financé par la Chine, il assure la connexion entre la frontière Turkménistan/Ouzbékistan et arrive à Jiangyin (province de Shaanxi). Coût : 7,3 milliards de dollars.

Ligne D du gazoduc Asie centrale-Chine. Accord entre la Chine, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan, et le Kirghizstan pour la construction de la quatrième ligne du gazoduc qui va accroître les capacités d'exportation de gaz du Turkménistan vers la Chine de 55 milliards à 85 milliards de mètres cubes par an. Le projet est actuellement retardé. Son coût, supporté par la Chine, s'élève à 8 milliards de dollars.

Chemin de fer Chine-Kirghizstan-Ouzbékistan. Construction du dernier tronçon à travers le Kirghizstan en cours grâce à des capitaux chinois.

Khorgos. A la frontière sino-kazakh, construction d'un *hub* ferroviaire (un port sec) pour la manutention des conteneurs financé par le Kazakhstan. Le port sec est aujourd'hui opérationnel. Investissement de 600 millions de dollars par la province chinoise de Jiangsu pour développer la logistique et construire des zones industrielles.

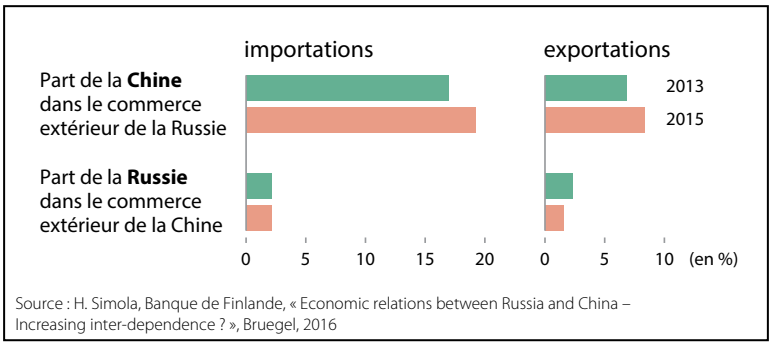
cet ensemble et des fortes asymétries qui s'ensuivent. La Chine importe des matières premières, elle apporte le capital, les infrastructures et intègre de fait ces économies en réduisant la portée des choix économiques de chacun des pays et en déterminant leurs spécialisations. Aux dynamiques économiques contrastées s'ajoutent le niveau des ressources disponibles, les enjeux géopolitiques, la cohérence souhaitée entre la construction d'un nouvel espace économique (Union économique eurasienne) et l'arrimage au projet de Nouvelle route de la soie. Les récentes négociations entre Pékin et la Commission économique de l'UEE* ont abordé plusieurs questions relatives au commerce et aux investissements en laissant de côté celle d'un accord de libre-échange, un point encore très sensible pour la Russie et les pays d'Asie centrale en raison du haut niveau de protectionnisme. Pour la Russie, les avantages de la coopération de l'UEE avec le projet NRS apparaissent supérieurs aux risques encourus, même s'il est inévitable que la Chine devienne le principal investisseur en Asie centrale et le principal marché pour les vastes ressources naturelles de la région.

Par ailleurs, les objectifs chinois, notamment la construction de lignes de trains rapides pour rejoindre l'Europe, entrent en concurrence avec les voies existantes (Transsibérien). La Russie entend intégrer dans ce projet le développement des régions de l'est de la Sibérie, jusqu'à Vladivostok. La construction par la Chine d'un train à grande vitesse Moscou-Kazan (qui devait initialement être financé par la Russie et construit par l'Allemagne) est la première pierre de

cette coopération entre l'Union économique eurasienne et le projet de Nouvelle route de la soie. Ce train devrait relier, dans le futur, Moscou à Pékin.

Le pivot asiatique envisagé par la Russie ne se traduit pas encore par un accroissement des flux commerciaux. Les échanges restent à un niveau relativement faible, déséquilibrés en faveur de la Chine (voir la figure 1).

Figure 1
Les échanges commerciaux entre la Chine et la Russie



Source : H. Simola, Banque de Finlande, « Economic relations between Russia and China – Increasing inter-dependence ? », Bruegel, 2016

Les investissements directs étrangers témoignent eux aussi d'un fort déséquilibre, la partie chinoise investissant dans des secteurs plus diversifiés, reflétant la pratique suivie dans d'autres régions du monde, notamment en Europe[2]. Les accords pour l'acheminement du gaz russe vers la Chine impliquent de gros investissements, notamment la construction d'un gazoduc (Power of Siberia 2), mais il existe encore des différences de points de vue sur les routes à emprunter. A terme, la Russie devrait devenir fournisseur de gaz de la Chine à hauteur de 30 % de ses besoins. Ces accords, qui relèvent des relations bilatérales entre les deux pays, n'entrent pas nécessairement dans le cadre du projet NRS.

La Biélorussie, quant à elle, entend bénéficier de l'union douanière établie par l'UEE puisque les trains provenant de Chine et se dirigeant vers l'Europe n'auront à traverser que deux postes douaniers (Chine-Kazakhstan, Biélorussie-Pologne). Là encore, il faut tenir compte du fait que des investissements ou des échanges bilatéraux effectués dans les pays traversés n'entrent pas nécessairement directement dans le cadre du projet. A titre d'exemple, la firme automobile privée chinoise Geely construit des voitures en Biélorussie, et cet investissement s'inscrit dans la stratégie d'externalisation des firmes chinoises et non dans le cadre de la NRS.

Conclusion

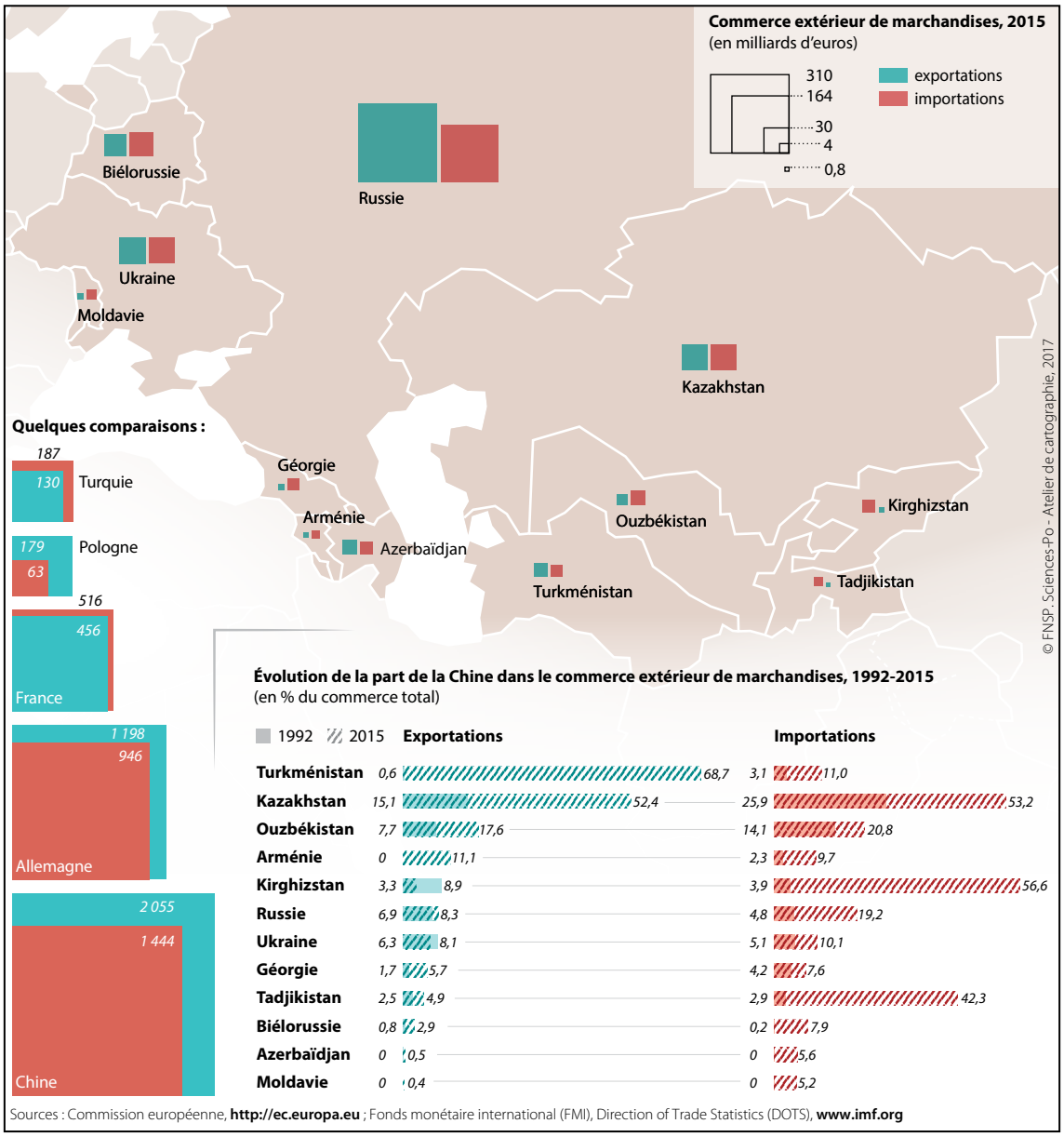
Les nouvelles routes de la soie traversent un immense espace qui correspond en majeure partie à l'espace postsoviétique, aujourd'hui fragmenté, qui se caractérise par des contours institutionnels variés, de très fortes asymétries et des dynamiques économiques différenciées. La Chine agit dans cet espace de deux manières : elle construit une voie de passage en

[2] X. Richet, « Les investissements directs étrangers chinois en Europe : stratégies et localisations », *Management & Gouvernance. Entreprises, Territoires, Sociétés*, n° 16, 2016, pp. 87-90.

direction de marchés matures (l'Europe) et elle a accès aux matières premières qui lui sont nécessaires (Asie centrale). Les retombées économiques pour les pays traversés sont encore difficiles à évaluer. Pour le moment, elles ne comblent pas les déséquilibres entre les pays de la région et la Chine. Toutefois, l'effet structurant et de spécialisation qu'elles induisent met à mal les projets d'intégration régionale portés par la Russie.

Le projet NRS, certes ambitieux et doté d'importants moyens, reste flou quant à ses choix, à sa durée, à son ancrage institutionnel. Il est en grande partie dépendant de facteurs internes à la Chine (baisse de la croissance économique, nouveau modèle de croissance intraverti) et des incertitudes de l'économie mondiale.

Figure 2
Le commerce extérieur des Etats de l'Eurasie



Sources : Commission européenne, **http://ec.europa.eu** ; Fonds monétaire international (FMI), Direction of Trade Statistics (DOTS), **www.imf.org**